

Histoire de la pensée économique

Partie 1 : Économie et les autres disciplines

On va se concentrer sur deux disciplines : la **philosophie**, pour des raisons historiques, l'économie n'a jamais été séparée de la philosophie (cf Smith, début de l'économie politique, philosophe et économiste). Ce lien a évolué dans le temps et il a encore un sens aujourd'hui.

Illustration → historiquement, on a eu des liens de hiérarchisation de l'économie et de la philosophie mais aussi un intérêt pour la philosophie car elle permet de traiter de la nature humaine. Or, l'économie s'intéresse à l'individu. Récemment, depuis une vingtaine d'années, on a des recherches qui se sont développées qui tendent à enrichir la vision que l'on a de l'individu économique. Elles ont contribué à nourrir un lien entre l'économie et la philosophie.

Aujourd'hui, ce lien est aussi présent d'une autre manière à travers un deuxième thème qui se développe à partir des années 1970 : thème de l'éthique, de la morale. Les philosophes ont toujours eu une éthique, quand on est économiste et qu'on s'intéresse aux théories de la justice économique, on essaie de réfléchir à ce qu'est la justice en passant par la philosophie.

La deuxième discipline est la **politique**. Ce lien est peut être plus familier mais également plus compliqué. Historiquement ce lien a existé au travers de phénomènes que l'on peut isoler. D'abord, avant même la naissance de l'économie politique (Smith étant l'auteur important ici), on a des éléments de théorie économique qui sont complètement guidés par un objectif politique. En d'autres termes, on s'intéresse aux principes économiques, on essaie d'expliquer les faits économiques, pas pour augmenter le bien être des populations mais pour augmenter la puissance de l'État, au sens de l'État nation. On met l'économie au service du politique. On avait une vision de l'économie qui consistait à dire que l'on devait remplir les caisses de l'État (payer des soldats, s'étendre de manière géographique, affirmer sa puissance). Cela détermine quel type de réflexion économique on va avoir. Il s'agit d'expliquer comment remplir les caisses de l'État afin de financer l'armée.

Deuxièmement, c'est le passage au 19^e siècle (fin), du thème économie politique au terme "économie", sous entendu science économique. Ce passage on le voit à travers deux auteurs qui ont écrit des ouvrages de théorie économique ayant servi à former les économistes pendant des générations.

J.S Mill : 1848, *Principes d'économie politique*. On a toujours cette association entre économie et politique. Il reflète la pensée classique.

A.Marshall, *Principes d'économie* (1890). Le terme de politique disparaît. Il reflète la pensée marginaliste. Il revendique la nécessité de couper le lien entre économie et politique. On ne s'intéresse qu'aux marchés en général, pas aux politiques recommandées.

Entre ces deux auteurs, on a un changement dans le terme "politique", dans le premier cas (Mill), c'est la politique au sens gouvernemental quel que soit son domaine d'intervention. Dans le deuxième cas (Marshall), c'est plutôt ce qui est relatif à l'intervention de l'État dans l'économie, c'est-à-dire la politique économique. Les économistes ont-ils vocation à conseiller la politique économique ? Cette question fait débat.

Les relations entre politique et économie se retrouvent aussi dans un domaine qui s'est développé dans une branche de l'économie très nouvelle → "la nouvelle économie politique". On ne peut plus aujourd'hui, pour les partisans de cette nouvelle branche, isoler l'économie et avoir un discours économique restreint. On doit prendre en compte les forces politiques. Selon les conflits dans la société, selon les institutions, on va avoir des théories qui vont s'appliquer différemment. Ainsi, l'économie est liée à la structuration des forces politiques. C'est vrai au niveau national et international.

Ces deux rapports, avec la philosophie ou la politique, reviennent dans la théorie moderne. On prend de plus en plus conscience de l'intérêt d'en tenir compte. On a, aujourd'hui, une sorte d'ouverture de l'économie sur ces deux domaines.

Domaine de la sociologie ? L'économiste parle de la société, pourquoi on évacue la sociologie dans ce cours ? Il y a des raisons (2) qui expliquent cela :

- Premièrement, pour une raison historique. Quand la sociologie se développe, elle est perçue comme devant remplacer l'économie, c'est un rapport historiquement conflictuel (cf. **Auguste Comte**), tant en France qu'en Angleterre (**école historique anglaise**). Pourquoi un rapport conflictuel ? La proposition de développer une nouvelle discipline (sociologie) s'appuie sur un constat d'échecs des économistes. Le discours des nouveaux sociologues est critique vis-à-vis de l'économie qui consiste à dire qu'il y a plein de pauvreté dans l'économie (19^e siècle), les relations sont conflictuelles entre capital et travail. Selon les sociologues, les économistes n'arrivent plus à traiter ces problèmes. On doit adopter une autre méthode d'analyse de la

société, non plus une méthode abstraite qu'est la méthode de l'économie mais plutôt une méthode située historiquement, au plus près des populations.

- Deuxièmement, le cadre d'analyse. On a un cadre d'analyse radicalement différent, c'est-à-dire que l'économie s'intéresse à une vision très large de l'économie, des individus abstraits, des relations qui se passent de manière plus ou moins anonyme sur un marché, sans personnalisation. Tandis que la sociologie, elle, s'intéresse à l'histoire, aux individus en tant que tels. Les cadres sont extrêmement opposés.

NB/ Mouvement d'impérialisme économique : mouvement revendiqué par certaines écoles, il est associé aux auteurs (économistes) de l'**École de Chicago** dont le principal est **G. Becker**. L'idée de cette école consiste à dire que l'économie est une science, ses principes scientifiques peuvent être utilisés afin d'analyser tous les phénomènes, y compris sociologiques. Cette vision permet d'expliquer de manière scientifique, des phénomènes dont les autres disciplines, dont la sociologie, ne peuvent pas expliquer (*exemples* : mariages, production d'enfants, éducation...). On va constamment les analyser au moyen du comportement d'optimisation sur un marché (*exemple* : marché de la production d'enfants, on a un couple qui va décider de produire ce bien particulier car cela lui apporte des gains (affection, monétaire...) plus que compensés par les coûts (monétaires ou temporels)). Les phénomènes sociologiques ne sont plus du tout spécifiques. Un phénomène sociologique est un phénomène économique, pas de différence de nature entre les deux. On n'a pas besoin de sociologues car les outils des économistes existent. Les crimes sont des activités analysées par les sociologues, or, avec une analyse économique, on peut voir dans quelles conditions un individu peut potentiellement être criminel et passer à l'acte.

Chapitre 1 : L'économie et la philosophie (aspect moral)

Il y a un sens à étudier la philosophie et l'économie, notamment au niveau de la société.

Si on regarde les choses de manière historique, le premier lien entre les deux a été un lien de condamnation. On a condamné certaines activités économiques car elles étaient, justement, immorales au nom de la philosophie.

Par *exemple*, le profit (gain à l'échange) a été condamné pendant très longtemps. On peut aussi citer le prêt à intérêt qui était réservé aux étrangers dans l'Antiquité mais interdit moralement pour un citoyen de prêter à l'intérieur de la cité, un citoyen ne devait pas prêter de l'argent à un autre citoyen de la même cité.

Aujourd'hui, si on prête à un proche, va-t-on demander un paiement d'intérêt ? C'est très rare. Le prêt à intérêt est encore condamné à l'intérieur des relations, il n'est réalisé qu'aux "étrangers".

Ou encore le travail salarié. Si on aide un malade de notre famille, on remplace le rôle d'une personne du corps médical au titre de nos relations proches avec cette personne. Va-t-on demander un salaire ? C'est plutôt rare.

Aujourd'hui, ces condamnations ne sont plus aussi fortes mais elles ont laissé des traces dans la société. Elles continuent à imprégner notre société.

Le fait d'obtenir un profit très élevé aujourd'hui peut paraître néfaste, si une entreprise fait un profit très conséquent, elle doit toujours justifier cela. Il y a encore l'idée que réaliser un profit élevé est considéré comme anormal. On sous-entend souvent que si une entreprise réalise un grand bénéfice, c'est parce qu'elle a appauvri d'autres personnes.

Débat tout au long des années 1960, notamment **Friedman** qui écrit : "les entreprises n'ont pas d'autres responsabilités que de faire du profit". Il essaie de convaincre les gens que faire du profit pour les entreprises, c'est la norme, elles ne doivent pas s'intéresser à d'autres aspects. Elles n'ont pas d'autres rôles. On peut relier cela avec tout le discours actuel sur le rôle social/écologique de l'entreprise.

PLAN DU CHAPITRE /

1. Première étape étape de subordination de l'économie à des règles morales, donc à de la philosophie.

Il existe des activités économiques qui sont condamnables, qui ne doivent pas s'exercer dans la société. Cette étape correspond à l'Antiquité et s'étend jusqu'au Moyen-Âge. Cette condamnation morale va expliquer pourquoi la théorie économique ne peut pas se développer à l'époque. Une théorie économique suppose que l'on doit parler de tout, or, là, certaines activités ne peuvent pas être envisagées. C'est une étape qui, dans un premier temps, est complètement distinguée de la religion puis, au fur et à mesure, elle sera reliée à certains aspects religieux.

2. Deuxième étape : comment est apparu un discours sur l'individu. On passe d'un discours sur la société à un discours sur l'individu.

On passe du holisme où l'individu n'existe comme parti de la société, ce sont les objectifs de la société qui compte, l'individu obéit, reste à sa place dans une société qui est constituée, à une perspective individualiste qui commence à donner des droits aux individus, indépendamment de la société. Dire que l'individu joue un rôle cela veut dire que l'on va commencer à réfléchir sur son bien être, sur ses objectifs, on lui reconnaît des droits de s'enrichir... La pensée sur l'individu va permettre d'élaborer petit à petit une vision d'individu économique avec, au niveau de la philosophie, un discours sur la nature humaine.

Cette deuxième étape se situe finalement dans l'évolution de la philosophie.

3. L'individu économique, comment le définir ?

Par rapport à un objectif de recherche de richesse puis d'optimisation.

4. Quatrième étape : question de la rationalité. Discussions modernes sur la rationalité.

On est passés d'une définition complètement théorique à la question des erreurs des individus (les déviations par rapport à la rationalité "biais de rationalité"), on va mobiliser une branche de la philosophie qu'est la psychologie. Cette branche a joué un rôle au début aussi sur la définition de l'individu économique chez les marginalistes. Elle revient aujourd'hui aussi, les prix nobels sont des économistes mais aussi des psychologues.

1. La subordination de l'économie à la morale

Pendant l'Antiquité, la question qui se pose est une question face au développement économique que l'on voit apparaître (4s avant J-C).

Des relations économiques se développent et en particulier le commerce international car il faut nourrir la population qui a considérablement augmenté, on importe des biens, c'est une prise de risque (transport maritime), les primes d'assurances commencent à apparaître mais aussi et surtout l'enrichissement de certains.

La question qui se pose est la légitimité du gain, est-ce qu'il est bon pour la société que certains individus s'enrichissent ? C'est une question philosophique qui s'appuie sur une conception de la société, on ne se demande pas si c'est bien qu'un individu s'enrichisse.

Face à cela, on va avoir un débat qui va donner lieu à une première réflexion sur les droits de propriété. On va avoir deux positions prises.

Platon VS Aristote

Platon va justifier une propriété collective des biens (pas de prop individuelle) et Aristote va, au contraire, justifier une propriété individuelle.

NB/ Platon est repris aujourd'hui par certains partis communistes.

Platon nous dit qu'il faut imaginer une société dans laquelle les terres sont réparties de manière parfaitement égale. Chaque famille exploite ses terres. Cette production va être captée par la collectivité, chacun met à disposition de la collectivité, sa production. Les récoltes sont rassemblées et redistribuées à parts égales à l'ensemble des familles, c'est un double aspect communiste. C'est la société idéale car elle permet d'éviter le désir de richesse car, de toute façon, ils ne peuvent pas devenir riches. Le désir de richesse développe des comportements égoïstes, il permet à ceux qui s'enrichir de développer des comportements égoïstes et d'échapper aux lois car les riches considèrent que les lois ne sont

pas faites pour eux. Ils ne respectent pas la collectivité et deviennent des individus à part entière. Cela multiplie les conflits, au sein de la société mais aussi entre les différentes cités (guerres...). Grâce à ce simple arrangement institutionnel, tous les effets pervers/négatifs du désir de richesse vont disparaître.

Face à cette proposition, on a Aristote. Ce dernier n'est pas d'accord, il faut effectivement limiter le désir de richesse mais ce n'est pas avec une propriété collective que l'on y arrivera. Il faut une propriété individuelle et d'autres mesures. Si on a une propriété collective, les individus négligent cette propriété.

NB/ Tragédie des communs, quand on a des ressources communes; alors, si on laisse les individus gérer ses ressources comme ils le veulent, elles vont être surexploitées.

Aristote a cette idée-là, les gens négligent d'entretenir le commun. Il énonce l'argument de la libéralité, c'est être libéral vis-à-vis de quelque chose, c'est-à-dire être généreux. S'il y a une propriété collective, les gens ne peuvent pas donner car cela ne leur appartient pas. La propriété privée permet d'être généreux, c'est parce que je possède quelque chose que je peux offrir à quelqu'un.

De plus, en termes d'harmonie, il rejette ce que dit Platon. En réalité, le fait d'avoir une propriété privée ne suscite pas davantage de conflits que d'avoir une propriété commune. L'harmonie ne dépend pas de la structure des droits de propriété.

Il faut exclure de la société selon **Aristote**, trois types d'activité :

- Le **prêt à intérêt** : l'argent a été introduit dans la société pour faciliter les échanges. L'argent est un moyen, il ne doit pas devenir une fin. Ce type de fin est sans limite. L'argument est intéressant car il tient à la nature du bien. Ici, il n'y a pas de principe de satiété. La monnaie est utile car elle facilite les échanges, elle évite la double coïncidence des besoins.
- Le **travail salarié** : cette condamnation s'accommode, nécessite une justification de l'esclavage. On a une société fondée sur l'esclavage, pour Aristote, les esclaves sont des gens qui ont été vaincus, ce sont des citoyens anciens qui ont perdu leur statut de citoyen (*exemple* : guerre perdue, peuple réduit en esclavage). Si on condamne le travail salarié (vente de notre travail), il faut bien trouver des individus qui travaillent, d'où notion d'esclavage. Les citoyens n'ont pas le droit de vendre leur travail.
- Le **commerce international** : le commerce de tous les jours, qui est utilisé pour répondre à ses propres besoins (ex : je vends des biens à mon voisin) est accepté. Le commerce international doit être laissé aux étrangers, c'est un commerce sur lequel s'est bâti l'enrichissement privé. C'est une condamnation basée sur l'observation. Cela ne condamne pas tout le commerce mais le commerce international car il est associé à des gains supérieurs aux besoins, il est fait pour s'enrichir et non pour

acheter des marchandises. On retrouve cette condamnation de l'accumulation de l'argent.

NB/ Bonne/Mauvaise chrématistique selon Aristote : La chrématistique renvoie à l'art d'acquérir. La bonne chrématistique c'est le petit commerce, la mauvaise est le prêt à intérêt, le travail salarié, le commerce international. Cette distinction a donné lieu à un parallèle que certains ont réalisé et qui est permis par les écrits de **Marx**. Lorsque ce dernier développe sa critique de l'économie politique, il parle d'Aristote comme étant un économiste extraordinaire. Les schémas de reproduction (cf TEC L2) : M - A - M c'est la bonne chrématistique et A - M - A (on essaie sans arrêt d'augmenter le montant de l'argent) est une mauvaise chrématistique.

05.10

Thomas d'Aquin, religieux (1225-1274). Il va construire une sorte de guide qui est la *somme théologique*. Il s'agit d'un ouvrage relié à la religion.

Cet ouvrage est un guide pour les agents, pour savoir si ce qu'ils font est bien ou mal. On considère qu'il est nécessaire d'avoir des instructions pour savoir si tel comportement est un comportement moralement acceptable ou non au regard de l'église.

Cette somme théologique se présente sous la forme de grandes questions autour de discussions. Certaines questions sont économiques, la manière dont les activités économiques sont jugées par la morale religieuse.

Question n°77 : porte sur le **gain commercial** (=profit). Elle est formée de plusieurs sous questions qui montrent que la manière dont l'aborde Thomas d'Aquin est la fraude. Est ce que le gain commercial est frauduleux ?

Première sous question : *est-il permis de vendre une chose plus chère qu'elle ne vaut ?*
C'est-à-dire à un prix supérieur à la valeur qui est reliée à la qualité du bien.

Dernière sous question : *est-il permis dans le commerce de vendre une marchandise plus chère qu'on ne l'a achetée ?*

La réponse apportée par T. D'Aquin va montrer qu'il reprend quelques aspects de la pensée antique, il a redécouvert les écrits d'Aristote au Moyen-âge. Il nous dit qu'on peut faire un gain commercial si le gain est limité. Il faut aussi que l'intention qui nous porte à faire le profit soit bonne. Il cite trois éléments d'intention qui sont de la "bonne intention", une intention favorable moralement acceptable :

- Subvenir aux besoins de sa famille, proche de la bonne chrématistique **d'Aristote**
- Si on fait un gain pour faire la charité, on est dans une optique religieuse (une des principales vertus religieuses).

- Si on le fait pour ce que T. D'Aquin appelle "l'utilité sociale" → il ne faut pas que la patrie manque du nécessaire.

On porte l'accent sur l'intention de l'agent. Le problème est qu'on ne la connaît pas, elle relève d'une information purement privée. Si par exemple, on a à juger de l'extérieur d'une de nos actions, on peut se demander si c'est de la bonne intention ou non.

En fonction des nécessités de l'économie, on va en venir à considérer que l'individu a une intention positive. On peut présumer de sa bonne intention et donc le gain est légitime.

Le gain commercial n'est plus condamné de manière absolue.

Sur ce thème de l'intention, on met aujourd'hui l'accent sur les conséquences d'une action, et non les intentions.

On peut voir la même évolution à travers la question du taux d'intérêt et de l'usure (= tout prêt à intérêt). Thomas d'Aquin va également introduire une brèche avec l'idée selon laquelle demander un taux d'intérêt, c'est moralement condamnable; mais, quand on obtient un prêt, on s'engage à le respecter à le rembourser à une date $t+1$, il peut arriver un moment où on ne respecte pas notre engagement, dans ce cas-là, le prêteur peut demander un dédommagement car il subit une perte, il avait besoin d'argent en $t+1$ et il ne l'aura qu'en $t+2$.

On va avoir des contrats signés dans lesquels on s'engage à rembourser en $t+1$ 100 euros mais en réalité, dans ce contrat, il était prévu dès le début que vous remboursiez en $t+2$. On introduit indirectement un taux d'intérêt. C'est une manière de contourner la morale, la réglementation mise en place petit à petit par l'Église.

Il faut arriver à une autre évolution pour que l'économie se détache complètement de la morale.

Section 2

2. L'invention de l'individu moderne

Il a fallu, outre les brèches introduites par TD et ses successeurs, que l'individu soit reconnu en tant qu'individu pour que le rapport entre économie et philosophie se modifie.

On a dû passer d'une optique holiste à une optique individualiste.

Comment un individu ayant des droits et des devoirs vis-à-vis des autres et de lui-même va naître ?

On met en avant deux types de développement :

- développements qui concernent l'évolution des faits, l'évolution de l'économie en tant que faits économiques, sur le contexte.
- développements qui concernent l'évolution de la philosophie, des approches philosophiques à une époque où elles provoquaient des scandales dans cette société.

Premier fait économique → changement lié aux mentalités religieuses. C'est le développement du protestantisme. On va s'appuyer sur une thèse développée par **Max Weber** (intellectuel allemand). Il a écrit un ouvrage de référence : *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905). Il met l'accent sur un fait qui est surprenant : évolution de la puissance de la richesse des économies contrastée entre des économies anciennement très puissantes/riches (Espagne avant 16^e-17^e), pays très catholiques qui perdent petit à petit de leur puissance et des économies des pays protestants (dont l'Angleterre et l'équivalent des Pays-Bas) qui étaient moins riches que beaucoup de pays catholiques mais deviennent les pays les plus puissants.

Quelle est la raison ? Il la trouve dans la naissance du protestantisme (début du 16^e siècle, 1517, **Martin Luther**).

Quel est le lien entre le protestantisme et la richesse ? Le protestantisme s'appuie sur la prédestination, c'est-à-dire que les individus ont, ou non, la grâce de Dieu. Et ce, indépendamment de leurs actions, les individus sont désignés par Dieu même sans mérite individuel. Mais, les individus ne le savent pas (qu'ils sont prédestinés). Si un individu devient riche, cela montre qu'il était prédestiné, cela révèle l'information sur sa prédestination. La réussite devient un révélateur de la prédestination, on a tout intérêt à réussir, si on ne réussit pas, si on reste pauvre, cela veut dire que l'on n'était pas prédestiné. Cela va encourager l'enrichissement personnel. Les agents deviennent susceptibles d'avoir un gain commercial non condamnable, au contraire, on est béni par Dieu.

Le comportement n'est pas un comportement qui autorise tout. Il s'agit ici de s'enrichir, d'investir, d'épargner... Il ne s'agit pas de consommer ou de faire étalage de ses richesses. Il faut devenir plus riche mais sans le montrer. On a un rigorisme sur la consommation, mais un encouragement à l'investissement. Or, ce dernier est permis par l'épargne (cf arbitrage épargne consommation).

Cela explique certains faits d'aujourd'hui : **exemple de la Suisse**, pays majoritairement protestant, la spécialisation connue de la Suisse c'est les montres haut de gamme (c'est un bijou et quelque chose d'utile), c'est la seule chose qui a pu résister car c'est utile.

Le changement de mentalité lié au protestantisme va donner une légitimité à l'activité économique, et en particulier à l'activité de gain commercial.

Deuxième fait économique → Mouvement des enclosures, c'est le fait d'enclôre, de mettre des clôtures. Il consiste à mettre des clôtures autour de champs. Il touche tous les pays mais c'est surtout connu en Angleterre. On passe d'une situation dominante au tout début du 17^e où les champs sont majoritairement des champs en commun, il n'y a pas de propriété privée sur les champs à une situation de privatisation. Dès l'instant où on privatise, on doit mettre des clôtures, cela va être une obligation légale (série d'actes/lois votés au Parlement anglais afin de reconnaître la nécessité d'enclôre les champs à partir du moment où on les a privatisés).

Cette privatisation se fait par achat ou par violence (dans la nuit). L'appropriation des champs est permise par de nombreux actes.

Ce mouvement va avoir très vite des conséquences. En 1600 (environ), on estime que la moitié des champs est en puissance collective, appartient à la collectivité. En 1830, la majeure partie (plus de 90%) des champs est privatisée.

La raison principale que l'on donne est le fait qu'à partir du début-milieu du 17^e siècle, on a une nécessité d'augmentation de la production agricole. Cela correspond au développement de l'industrie du textile. On a une demande de textile très forte et il faut y répondre. Si la propriété est désormais privée, alors cela va augmenter les rendements, le nombre de moutons que l'on va pouvoir élever sur chaque champ. Dans le cadre d'une terre commune, les rendements sont beaucoup plus faibles, cela fait écho au débat **Aristote-Pluton**.

Cette nécessité d'augmenter la production agricole va conduire le parlement à édicter une série d'acte qui vont avoir des conséquences très diverses et importantes en Angleterre :

- des paysans pauvres pouvaient vivre sur une terre commune, désormais, comme tout est privatisé, ils sont obligés d'abandonner la campagne pour aller chercher du travail en ville. Cela tombe bien, on a besoin de main d'œuvre en ville (développement des manufactures). Cela alimente l'exode rural.
- En termes d'inégalités, cela conduit à la constitution de grands domaines possédés par des aristocrates russes et en une paupérisation des individus qui n'ont pas accès à la terre. Ça va marquer de manière très longue la structure de la propriété en Angleterre, jusqu'à aujourd'hui.

Troisième fait économique → C'est la découverte de nouveaux territoires, en particuliers des territoires américains. Les grandes découvertes qui se font à partir du 15^e siècle qui se développent en colonisation.

Quelle est la conséquence sur l'Europe ? Elle réside dans le fait que ces découvertes sont des découvertes de pays qui ont des métaux précieux. Ces derniers servent surtout comme monnaie, c'est des métaux utiles pour la monnaie. Ils lèvent une contrainte monétaire car l'Europe ne produit pas d'or, or ce dernier est utile et essentiel pour payer les marchandises et régler les échanges. Jusqu'à maintenant, on était très limités, donc les échanges l'étaient aussi.

- Développements qui concernent l'évolution de la philosophie

Naissance des philosophies du droit naturel, ce sont les théories des contrats qui commencent à se développer au 17^e. Elles modifient la place de l'individu au sein de la société.

On s'appuie sur un auteur : **Thomas Hobbes** (1588-1679), *Léviathan* (1651).

Cet ouvrage va, pour la première fois, montrer ou affirmer que les lois qui gouvernent la société sont le produit des hommes. Ce sont les hommes qui ont décidé des lois, ce n'est pas Dieu. On est encore dans une société marquée par la religion donc cela fait scandale.

Les lois sont le choix des hommes. *Comment ce choix s'est fait ?* Hobbes distingue deux états :

- État de la nature dans lequel il n'y a pas de loi, pas de gouvernement, les individus sont égoïstes et ont une liberté absolue. Ils n'ont aucune limite dans leur comportement. C'est un état de guerre : chacun contre chacun, situation de chaos. C'est ce que Hobbes observe dans la société anglaise dans laquelle il vit (guerre civile). Dans cette société, les individus ne vivent pas longtemps. L'individu a peur de la mort et cela va conduire à un deuxième état.
- État d'entrée en société. L'individu va accepter de perdre sa liberté, et en particulier de tuer d'autres individus, en échange d'une protection du pouvoir politique. Le léviathan va protéger les individus en les faisant entrer dans une société avec des lois qui limitent la liberté de chacun, ça passe par la signature d'un contrat social fictif où les individus acceptent ce donnant-donnant.

Cela montre bien que ce sont les hommes qui font les lois. On a plein d'éléments qui se rapportent à l'économie.

Mais, toutes ses réflexions n'apparaissent qu'à partir du moment où on est en société. On ne peut pas avoir d'économie tant que l'on n'a pas de pouvoir politique. L'économie est subordonnée à la politique, plus qu'à la philosophie.

La question que se pose **Hobbes** est celle que se posent les économistes à sa suite. Si on repose la question de **Hobbes** dans des termes économiques : *Comment faire pour que les intérêts individuels se coordonnent ?* Hobbes nous dit que pour qu'il y ait une harmonie dans la société, il faut nécessairement un pouvoir politique fort.

Qu'est-ce qui coordonne les intérêts en économie ? C'est le marché.

La réponse apportée par Hobbes ou d'autres théoriciens correspond à la question du rôle de l'État dans l'économie.

Dans la théorie de **Hobbes**, dès l'instant où on pose la question de la constitution de la société, passage d'un état de nature à un état de société. Finalement, cela signifie que dès l'instant que l'on signe un contrat on a des devoirs et des droits. On va mettre en avant un individu et lui donner une place dans la société. Cet individu a le droit d'être protégé, de mener son intérêt individuel. Il a ses droits mais comme la société vient de la conscience des individus, cela signifie que l'individu se sert de sa raison pour aboutir à la constitution de la société.

On a la naissance d'un individu qui a des droits naturels et qui a une raison de les faire valoir, on utilise les bons moyens qui permettront de satisfaire cet intérêt.

Autre auteur → **John Locke**. Il pose les fondements, comment et sous quelles conditions on aboutit à une coordination des intérêts. Locke va considérer que le léviathan est un pouvoir fort, *que se passe-t-il lorsque le pouvoir fort ne protège plus les individus ? Lorsqu'il se retournera contre sa population ?* La réponse de Locke : il est légitime pour la population de se révolter. On retrouvera dans les débats économiques des débats sur l'État et le marché.

Sujet partiel : C'est quoi être économiste ?

Section 3

3. L'individu économique, comment le définir ?

Comment les relations entre l'économie et la philosophie vont se transformer ?

A. Hirschman

On s'appuie sur l'ouvrage d'**Albert Hirschman**, *Les passions et les intérêts : justification politique du capitalisme avant son apogée*. L'apogée du capitalisme selon lui c'est à partir de Smith.

Dans cet ouvrage, il y a une forte thèse qui se présente sous la forme de deux idées :

- **Les passions sont dangereuses.** Pour que se développe le capitalisme il a fallu que le comportement intéressé (par rapport à l'argent) soit légitime. On a dû légitimer le comportement intéressé des individus, nécessaire pour développer le capitalisme. Les agents ont dû s'éloigner de cette charte morale. Jusqu'au 17^e siècle, ce qui domine c'est l'idée de passion. Cette idée est valorisée dans la littérature, dans les écrits intellectuels en général, on met en avant la glorification des héros, les individus sont décrits de manière héroïque. Cette valorisation met l'accent sur l'honneur des individus, la vertu... Ce que nous dit Hirschman c'est que cet accent mis sur l'honneur (en particulier), est petit à petit, conçu comme quelque chose de dangereux, susceptible de déstabiliser la société car on se bat pour défendre son honneur (conflits à l'intérieur/extérieur des pays), cela ne permet pas une harmonie. On va avoir un changement dans la littérature qui va conduire à reconnaître la dangerosité des passions. D'où une deuxième idée/étape.
- **Notion moderne d'intérêt.** Cette notion apparaît dans le cadre d'une relation très étroite avec la question des passions. La notion d'intérêt va émerger à travers la question de l'articulation entre passion et intérêt. Il y a trois modes de régulation des passions.

⇒ Premier mode : contraindre les passions. On interdit certaines passions qui sont dangereuses, cela suppose un rôle de l'État souverain. Interdire, généralement, ça ne marche pas très bien, surtout que cela suppose que l'État est complètement souverain. D'où un deuxième mode.

⇒ Deuxième mode : exploiter les passions. On les utilise pour une fin donnée. On peut mettre l'équilibre sur les passions, certaines sont dangereuses et doivent être contre-balançées par d'autres. **Hirschman** cite un auteur : **Bernard de Mandeville** (1670-1733). Auteur auquel **Smith** s'oppose. Il écrit une fable : *La fable des abeilles*; écrit économique malgré son nom. Cette fable est une manière de décrire la société des hommes, elle a une morale que l'on peut reprendre : les défauts des hommes peuvent être utilisés à l'avantage de la société civile. Pour montrer ça, il prend une société d'abeilles qu'il développe en deux étapes :

- **étape de la prospérité** : elles ne sont pas vertueuses, elles sont pleines de vices dans cette société. C'est ce qui permet à la société de vivre (on emploie des juges, des avocats...), il y a un goût du luxe (stimulation de la consommation). Nos abeilles ne sont pas morales et ça a un effet positif en termes de croissance économique.

- **étape de la société vertueuse** : Un jour, une abeille parvient à convaincre chacun qu'il faut passer à une société vertueuse. Il faut arrêter d'être ambitieux, vaniteux, l'égoïsme... Les juges deviennent chômeurs, l'activité se réduit (plus de production de luxe)... La ruche dépérit, l'activité économique devient extrêmement faible, pleins de chômeurs.

Mandeville veut montrer que les passions servent, elles sont bienfaites, elles sont au service de l'activité économique. On doit les exploiter dans le sens qui permet l'enrichissement des individus. Ça correspond au deuxième mode de régulation.

C'est quand même un peu immoral. On est encore dans des sociétés qui sont très marquées par la moralité. D'où un troisième mode.

⇒ Troisième mode : principe de la passion compensatrice. C'est un principe que l'on retrouve chez **Smith**. Il faut exploiter ou encourager une seule passion, qui est la moins dangereuse. C'est la passion acquisitrice, c'est celle qui correspond au goût de l'enrichissement. C'est celle-ci qui va correspondre à la notion moderne d'intérêt. Elle est à la fois favorable pour permettre l'enrichissement de la société mais aussi l'harmonie au sein de la société au sens où toutes les autres passions vont être subordonnées à celle-ci.

Exemple → Je ne vais pas créer un conflit avec mon voisin si cela va contre mon enrichissement.

C'est là que l'on a une justification politique du capitalisme.

La passion acquisitrice correspond à l'intérêt matériel, c'est celui-ci qui est mis en avant. La recherche du gain permet d'éviter que s'expriment les passions négatives dans l'harmonie de la société.

Alors que le goût du gain était un vice, il devient valorisé et devient un socle d'une société harmonieuse. On entre dans le développement de la théorie économique.

Cette notion d'intérêt ne capte qu'une partie de l'homoeconomicus.

En partant de **Smith**, on va voir comment l'individu économique a été appréhendé par différents courants de la pensée.

Petit à petit, l'économie se détache de la philosophie tout en se questionnant sur l'individu.

Pour définir l'individu économique, on va procéder en trois étapes.

B. L'agent économique chez les classiques

C'est un courant qui n'est pas complètement homogène mais démarre avec la publication en 1776 de l'ouvrage de **Smith** : *La richesse des Nations*.

On considère que ce courant finit avec **J.S Mill**, le dernier des classiques : *Principes d'économie politique* 1848.

Certains définissent **Marx** comme un classique (pas dans ce cours).

Ce courant ne va pas avoir pour objet principal de définir un individu économique. La conception de l'individu économique tel qu'on la verra apparaît en passant. Le courant des classiques à un autre objet : *pourquoi et comment un pays peut s'enrichir ?*

La perspective est une perspective beaucoup plus macroéconomique que microéconomique.

En recherchant ce qui permet l'enrichissement de la nation, ils vont nous donner un certain nombre d'éléments sur la manière dont un individu en économie est censé agir.

*Comment **Smith** comprend les intérêts individuels ?* On va montrer que c'est une conception des intérêts individuels beaucoup plus complexe que celle que l'on a aujourd'hui et que celle qu'on lui accorde généralement.

Smith va se poser la question suivante : **Pourquoi une nation est riche et comment faire pour accroître cette richesse ?** On est dans le contexte de la révolution industrielle anglaise, les classiques n'ont pas encore une vision de possibilités de croissance illimitée, c'est un phénomène nouveau qu'ils observent. L'idée d'une croissance infinie, sans limites, n'est pas quelque chose qui rentre dans leur vision du monde; c'est d'ailleurs cette absence de croissance de long terme qui va leur permettre de défendre théoriquement l'idée du libre-échange.

Smith nous dit que si on doit accroître la richesse , il faut la définir.

Richesse ⇒ ce sont des biens. Tout individu riche possède des bovines, mais tout individu possède quelque chose, même le plus pauvre. *Comment l'augmenter ?* Il nous dit que l'augmentation de la quantité de biens est permise par la division du travail. À la base de la richesse, il y a le travail mais pas n'importe lequel, il faut qu'il soit efficace via une division du travail.

Pour **Smith**, il y a deux types de divisions du travail :

Division technique	Division sociale
--------------------	------------------

Celle que l'on observe à l'intérieur d'une entreprise, celle qui est voulue par un capitaliste, il va faire en sorte que le capital va être utilisé de manière la plus efficace possible en divisant les tâches.

Une spécialisation des individus dans telle ou telle tâche, ce n'est pas à l'intérieur d'une entreprise mais c'est par exemple le fait de devenir boucher, boulanger... C'est une spécialisation qui se fait au niveau social. Smith nous dit que chacun va se spécialiser dans l'activité dans laquelle il est le plus compétent. Cette spécialisation, contrairement à la première, se fait sans plan ordonné, spontanément.

C'est à cette occasion que **Smith** nous dit qu'il ya une caractéristique qui va jouer un rôle, cette caractéristique c'est le penchant naturel à l'échange. Les individus ont un penchant naturel à l'échange, c'est un penchant naturel, il est inné et non réfléchi. Ce penchant pousse les agents dans une spécialisation et il est dans leur intérêt de se spécialiser à l'endroit où ils sont le plus compétents.

Cette spécialisation est avant tout, à l'origine, le résultat d'un penchant naturel non réfléchi. On n'a pas un individu qui se dit : je vais devenir boucher parce que c'est ce qui va me permettre d'avoir le plus d'argent. Le boucher se socialise car il sait qu'il pourra échanger avec les autres.

Cette spécialisation sociale va permettre l'enrichissement de la société. Cela permet d'augmenter, grâce aux échanges, la richesse. On a ici une convergence entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif.

Si on lit attentivement **Smith**, il nous dit deux choses :

→ L'individu travaille souvent pour l'intérêt de la société. Dans l'un des passages consacré à la main invisible, **Smith** nous dit bien que l'individu travaille souvent pour l'intérêt de la société, mais pas toujours. Il n'y a pas toujours une cohésion et une cohérence entre intérêt individuel et intérêt collectif.

Premièrement, les **ouvriers** travaillent mais sont aboutis par la division du travail, ils n'ont pas le temps de réfléchir sur leurs intérêts personnels. Ils n'ont pas la disponibilité pour réfléchir à la question de leur intérêt personnel.

Deuxièmement, on a les **capitalistes**, ce sont ceux qui correspondent à la fois aux capitalistes modernes et aux entrepreneurs. Les capitalistes agissent en fonction de leurs intérêts personnels qu'ils connaissent parfaitement, il est en opposition avec l'intérêt général. En particulier, l'intérêt personnel des capitalistes consiste à obtenir des gouvernements qu'ils mep des monopoles des restrictions à l'échange de manière à pouvoir augmenter leurs prix. ils cherchent à vendre au prix le plus élevé possible, pour cela, il faut protéger leurs marchés. Ils passent leur temps à demander des avantages, des monopoles, des restrictions à l'échanges (barrières à l'entrée du marché)... qui vont contre l'intérêt général.

Troisièmement, les propriétaires terriens (rentiers) ont un intérêt qu'ils connaissent, cet intérêt est cohérent avec l'intérêt général.

Voilà pourquoi on a une nuance entre *souvent* et *toujours* : divergence de l'intérêt des capitalistes et l'intérêt général.

→ Point qui concerne l'évolution de l'économie.

Lorsque l'économie est en croissance, ce qui ne veut pas forcément dire un niveau de richesse élevé, on a un taux de salaire supérieur au taux de salaires de subsistance. Cela s'explique par des mécanismes purement économiques, car on a besoin de main d'œuvre pour répondre à la hausse de la production. Dans cette économie, il y a beaucoup de capitaux qui se font concurrence donc le taux de profit va être faible. Les opportunités d'investissement se raréfient.

Dans le cas où l'économie est riche mais qui sont stationnaires avec un taux de croissance faible voire nul. Dans ces pays, l'offre de travail est excédentaire, le salaire est très faible. Mais, les capitalistes ont des taux de profit très élevés, il y a finalement des opportunités d'investissement. L'économie est en croissance dont on peut investir dans telle ou telle activité. Les capitaux sont extrêmement demandés.

Si on est en économie stable (taux de croissance nul), il y a des possibilités d'augmenter la croissance, d'investir, de créer des nouvelles entreprises, ce qui n'est pas dans l'esprit classique de **Smith**. La croissance était quelque chose de moderne. Dans une économie dynamique, on a beaucoup d'investisseurs : "*course à l'investissement*". On raisonne en termes de possibilités/d'opportunités d'investissement.

Théorie des sentiments moraux (1759), il décrit un individu différent de celui qui apparaît sous une forme ou une autre dans la *richesse des nations*. La littérature s'est longtemps interrogée sur la compatibilité entre ces deux versions. *Comment expliquer que Smith n'ait pas la même vision de l'individu ? Y'a-t-il vraiment une opposition ?*

Smith a toujours insisté sur le fait que c'était dans la théorie des sentiments moraux que sa vision était la bonne. Dans cette théorie, l'individu est guidé par la moralité, un désir d'être approuvé par autrui. C'est un individu qui cherche l'approbation des autres dans tous ses actes, cela passe par un mécanisme du spectateur impartial.

⇒ Mécanisme qui se déroule de la manière suivante : je fais un acte, j'agis, pour savoir si mon acte est moralement acceptable ou non, j'essaie de me mettre dans la peau d'un autre individu (spectateur impartial) qui me regarde agir.

Cela signifie que l'on recherche des actions/objets pour être admiré des autres (vivre pour les autres).

Cette vision de l'individu a été plusieurs fois exploitée par plusieurs auteurs en termes de théories des jeux. Cela a permis également de résoudre ou de donner une solution à la résolution de certains paradoxes que l'on observe dans les actions des agents. En particulier, cette figure du spectateur impartial, plus ou moins bien interprétée, joue un rôle aujourd'hui dans tout ce qui est théorie moderne de l'action individuelle en économie.

Cette vision de l'individu est contradictoire avec l'individu capitaliste que l'on a décrit. Pour répondre à cette question, on a trois thèses avancées dans la littérature.

→ Première thèse : thèse de l'incompatibilité. Il y a une incompatibilité totale entre les deux et on ne sait pas ce que voulait dire **Smith**.

→ Deuxième thèse : dépend du contexte. Smith décrit le comportement des agents dans la théorie des sentiments moraux dès l'instant où les agents sont dans un cadre amical ou dans un cercle restreint. Mais dans un univers plus éloigné, avec des étrangers, alors domine l'intérêt individuel. C'est la représentation de l'individu dans la *théorie des sentiments moraux*. On a une vision plus ou moins en termes d'individu économique et un individu guidé par des sentiments moraux, par la sympathie, par le désir de plaisir dès l'instant où on est dans des cercles beaucoup plus restreint.

→ Troisième thèse : aucune incompatibilité. Ce qui guide les individus, dans la *richesse des nations*, c'est le désir d'améliorer son sort. Pourquoi l'améliorer ? Pour susciter la sympathie et l'admiration d'autrui, on rend compatible les deux visions. Je veux améliorer mon sort donc cela me conduit à travailler davantage, à investir.. mais finalement, ce n'est pas mon intérêt personnel qui me guide, c'est la recherche de l'admiration de l'autre, à la limite, c'est la vanité qui nous guide (je veux être bien vu par le spectateur impartial). On a un individu économique très atypique par rapport à l'individu économique que l'on a ad (optimisateur sous contrainte). Ici, l'utilité n'est pas suffisante pour rendre compte du comportement individuel.

On considère que c'est **JS Mill** qui introduit vraiment une thématique qui correspond à l'individu économique. C'est lui qui forme explicitement pour la première fois cette image de *homoeconomicus*. Toute l'argumentation de **Mill** est fondée sur une question de méthode.

Quand il introduit l'*homoeconomicus*, il nous dit que les économistes doivent décrire un individu en faisant une hypothèse indispensable si on veut faire de l'économie. Cette hypothèse est simple, l'homme est un être animé du désir de posséder la richesse.

On va aussi considérer que l'individu a une raison, il s'en sert. L'individu est aussi capable de comparer les moyens les plus efficaces entre eux.

Pour autant, il est clair sur un point : aucun économiste ne croit que l'individu ne fait comme cela, aucun économiste n'est assez stupide pour penser que l'humanité est faite ainsi, c'est absurde. Mais, on est obligé de le faire dans le cadre de la méthode scientifique. Pour que l'économie devienne une science, il faut adopter une méthode particulière scientifique.

C'est ce que **Mill** appelle la "*méthode a priori*" ou encore "*la méthode déductive*" dans des termes plus modernes. Elle consiste à poser des hypothèses, dont des hypothèses sur le comportement de l'individu, ce dernier est supposé en économie être guidé par le désir de richesse. Par déduction, on en tire des conclusions logiques. Enfin, on va, à partir de ce qu'on a tiré, confronter les propositions tirées aux faits observés.

Mill rejette la méthode inductive : à partir des faits, on tire des propositions. Par exemple, j'observe que tous les cygnes sont blancs, j'en tire la conclusion que tous les cygnes sont blancs. C'est l'observation qui me conduit à généraliser.

Remarques/

→ La méthode déductive est la bonne méthode en économie pour Mill car on ne peut pas faire d'expériences en économie. On doit utiliser cette méthode. On ne peut pas s'appuyer sur ces expériences pour généraliser.

→ La méthode inductive a été défendue par les historicistes allemands, sur ceux qui ont mis l'accent sur l'incohérence de Smith dans la description de l'individu. Ils critiquent Smith également sur les faits (observations). On a une opposition méthodologique qui va avoir des conséquences sur une opposition théorique.

19.10

C. L'agent économique chez les marginalistes

C'est un courant représenté par trois grands auteurs : **Walras, Jevons, Menger**.

Ils développent une analyse singulière par rapport aux classiques. Ce sont des auteurs homogènes.

On observe une certaine distinction entre ces trois auteurs, il y a un accent mis par chacun de ses auteurs sur le comportement individuel.

On peut regrouper/séparer ses auteurs :

- Avec d'un côté Walras qui ne s'intéresse pas tant que ça à l'utilité mais plutôt à l'équilibre, il représente un marché (théorie de l'équilibre général). Il parle d'offre et de demande agrégée.
- Et de l'autre, **Jevons** et **Menger**.

- Léon Walras, *Éléments d'économie pure* 1974

Il fait référence à l'utilité au comportement individuel mais ce n'est pas le point essentiel pour lui.

Le premier objectif de **Walras** de définir les demandes agrégées et les offres agrégées, ce n'est qu'après qu'il se rend compte qu'il faut fonder ses demandes, leur donner une signification en termes d'individus.

Il se tourne vers un mathématicien de Lausanne afin qu'il l'aide à faire le lien entre les demandes et l'utilité.

Ce qui l'intéresse vraiment c'est les demandes, puis, on les relie aux variables individuelles.

L'école de Lausanne a une représentation de l'individu extrêmement basique, il est optimisateur seulement.

Au contraire, **Jevons** et **Menger**, avec des spécificités propres, ce qui les intéressent, ce sont les intérêts individuels.

- Jevons et Menger

Jevons nous dit que la théorie de l'utilité est la base de toute la théorie économique. Il met l'accent sur les comportements. Mais d'un autre côté, il a une analyse de marché assez étonnante, lorsqu'il décrit un marché dans son ouvrage d'économie pure, quasi systématiquement, c'est un marché qui comprend deux personnes qui se rencontrent. On est très loin de la représentation du marché en termes de concurrence pure et parfaite.

Menger met aussi l'accent sur les comportements. C'est une représentation du marché singulier par rapport à celle du marché pur et parfait, en outre, elle implique, nécessite des institutions. Ce n'est pas une représentation générale qui s'appliquerait à n'importe quelle économie. Il faut prendre en compte les institutions de l'économie.

On va se concentrer dans ce cours sur Jevons et Menger.

Ces deux auteurs ont une représentation très riche contrairement à **Walras**.

On va entrer dans la subtilité de la **théorie marginaliste**.

On a parlé de deux orientations :

- **équilibre**, ce qu'il se passe sur le marché.
- **comportements individuels**.

Ce sont les deux approches possibles de l'économie.

On a une sorte de fluctuation dans l'histoire, dans une première période, après l'énoncé de ces trois théories (après le développement de la théorie marginaliste) :

Première période (1870-1930) → Ce qui domine en Angleterre c'est la question des comportements et c'est une question analysée à travers de la théorie de **Marshall**.

Elle suscite des problèmes analytiques mais aussi par rapport à ce qu'on observe dans l'économie (*exemple : crise de 1930*).

Deuxième période (1930-1970) → On a une théorie qui remet l'accent sur l'équilibre (Walras). Ce programme échoue, un certain nombre de problèmes se posent au milieu des années 1970.

Troisième période (1970- aujourd'hui) → On remet l'accent sur les comportements individuels (théorie de la décision, microéconomie du comportement consommateur...).

Il ne s'agit pas pour autant de dire que les marginalistes sont complètement hétérogènes, même si l'accent qu'ils placent sont différents, il y a un certain nombre de **points communs (2)** :

- (1) → le déplacement d'analyse par rapport aux classiques, de la question de la production à la **question de la consommation**. Ce qui intéresse ces auteurs, c'est la consommation. C'est cette dernière qui apporte de la satisfaction.

NB/ Chez les classiques, la consommation correspond à une diminution de l'épargne.

- (2) → les marginalistes ne parlent plus de classe sociale mais d'individus. On se focalise sur **l'individu**. Ou, très souvent, c'est la famille. On entre vraiment dans **l'individualisme méthodologique**. Tous les individus sont placés sur un même pied d'égalité dans l'analyse (*théorie de la symétrie : celui qui produit est aussi un consommateur et le consommateur est aussi un producteur, tous les facteurs de production jouent un même rôle dans l'analyse*).

Chez **Menger** comme chez les autres, on a un découpage de l'analyse économique en **trois grands domaines**, qui sont, selon les termes utilisés, ce que **Menger** appelle la *science théorique de l'économie*, ce que **Jevons** et **Walras** l'*économie pure*, qui s'intéresse à l'individu complètement hors société. On essaie de trouver une représentation de l'individu qui soit la plus générale possible.

Premier domaine, Sciences pratiques → ce que **Walras** et **Jevons** appelaient l'économie appliquée. Ce qui concerne toutes les questions de l'industrie (*quels sont les types de rendements que l'on observe dans l'industrie ? ...*). On met de côté ce premier domaine.

Deuxième domaine, l'économie sociale → C'est l'organisation dans la société, c'est la manière dont les agents entrent en interaction. On met aussi de côté ce domaine.

Troisième domaine, l'économie pure → On s'intéresse seulement à ce domaine. L'ouvrage de Menger qui est intéressant est celui qu'il publie en 1871 *Fondements de l'économie théorique*.

En 1871, **Menger** commence par définir les objectifs de l'individu. **Menger** nous dit que l'individu poursuit deux objectifs :

- (1) → il **hiérarchise** ses besoins qu'il veut satisfaire.
- (2) → il essaye de **satisfaire** ses besoins au mieux compte tenu des biens qui sont disponibles, qui sont par définition des biens rares.

On peut représenter le comportement des individus avec une **table d'intensité des besoins**.

Elle se présente de la manière suivante :

MENGER, Table d'intensité des besoins

		Besoins			
		I	II	III	IV ...
Degré d'intensité de la satisfaction des besoins	1	10	9	8	
	2	9	8		
	3	8			
	⋮	7			

L'individu cherche à satisfaire les besoins 1, 2 etc...

Interprétation ⇒ Si l'individu arrive à satisfaire le besoin 1, il a une satisfaction de 10

À partir de là, sans jamais faire de référence à un calcul, on va pouvoir isoler un équilibre.

Compte-tenu de la rareté d'équilibre des biens, il se trouvera dans la diagonale orange. L'équilibre sera systématiquement obtenu par la diagonale.

Menger va être amené à deux choses particulières par rapport à ce qu'on voit ailleurs.

Premièrement, il ne raisonne pas de manière continue, il n'utilise pas des méthodes traditionnelles mathématiques. On ne peut pas envisager que ce bien soit divisé contrairement aux analyses traditionnelles. Il ne construit pas de courbe, il reste dans une approche en termes de table.

Deuxièmement, il insiste sur les besoins, ce qui l'intéresse, ce sont les besoins. Or, c'est quelque chose de physiologique, il n'y a pas de référence à **l'hédonisme**, au plaisir alors même que ces références vont être très présentes chez Jevons.

S'intéresser aux individus ça veut aussi dire aller un peu plus loin voir ce qui va motiver l'échange. *Comment se procurer le bien ?*

*Comment **Menger** introduit la question de l'échange ? Dans quelles mesures les individus sont-ils incités à échanger les biens qu'ils possèdent ?*

Menger a une analyse particulière qui sera reprise et amendée par la **tradition autrichienne**. Son analyse va le conduire à dire que finalement, dans l'échange, on n'obtient **pas un prix unique**. Le résultat de l'échange, de la négociation, n'est pas un résultat en termes de prix unique.

Pourquoi ? Car lors de l'échange, une **plage de prix** va être définie.

Pour le montrer :

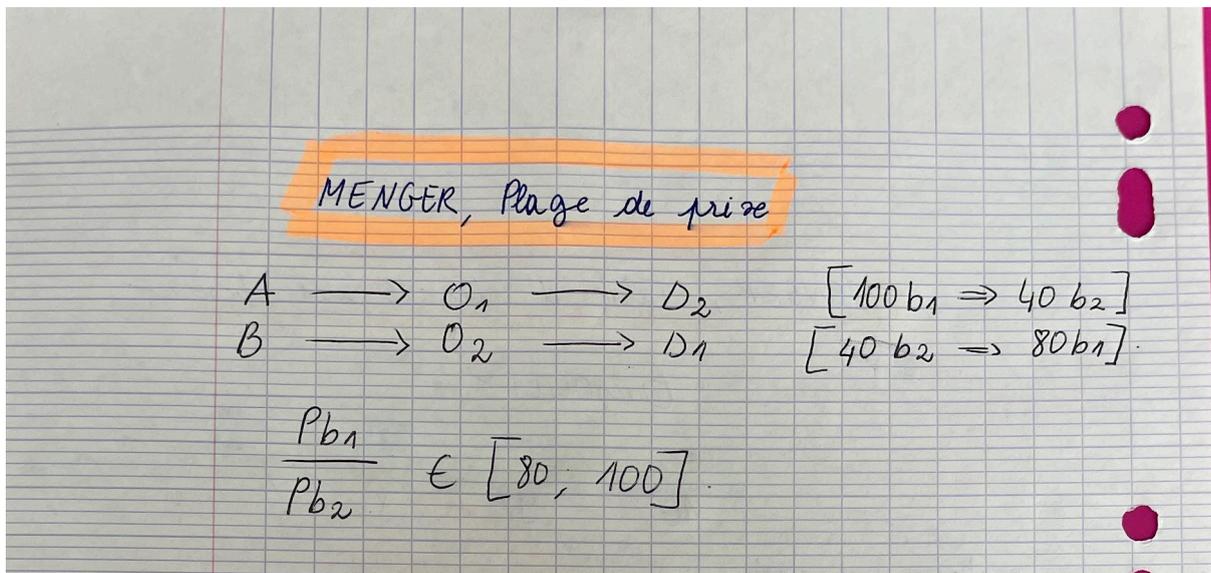
On a un bien 1 (*vin*) et un bien 2 (*blé*). Ainsi que deux individus : l'agent A et l'agent B.

L'agent A du bien 1 (O_1) et aimerait se procurer du bien 2 (D_2)

Or, il dispose de 100 unités de vin et il prêt à les échanger pour 40 quantités de blé.

L'agent B dispose du blé et aimerait l'échanger contre du vin. Il a 40 unités de blé mais souhaite échanger ses 40 unités de blé contre 80 unités de vin.

Ainsi, on a une plage d'échanges possibles et on ne sait pas où on va se situer sur cette plage.



Menger nous dit que le résultat dépend de la nature de l'échange et des conditions particulières de l'échange. C'est vrai quel que soit le type de concurrence.

Ce qui va jouer, par *exemple*, c'est le rapport de force entre A et B dans la négociation.

Il estime que le contexte institutionnel va compter. On ne peut pas définir le comportement des individus indépendamment des institutions qu'il y a sur le marché ou dans l'économie.

Pour traiter de l'échange et de l'individu, il faut nécessairement avoir une **théorie des institutions** afin de savoir quel sera le résultat de l'échange. **Hayek** a une théorie des institutions cohérente avec la conclusion de **Menger**.

Dans tout le **courant autrichien**, il y a deux types d'institutions :

- (1) → des institutions d'origine **organique**, ce sont des institutions qui sont le résultat non planifié des actions des individus (*exemples : langage, marché...*).
- (2) → des institutions d'origine **pragmatique**, ce sont des institutions légalement créées qui font l'objet d'une création (*exemple : par la loi...*). Ce n'est pas le même rapport à l'individu.

Comment sont-elles créées ? **Exemple de la monnaie**.

⇒ La monnaie est une institution pour **Menger** et il lui consacre en 1892 un article qui va paraître dans *l'économie de journal* (grande revue économique de l'époque). Il explique la création de la monnaie : institution d'origine organique en quatre étapes.

- (1) **Situation de départ avec une économie de troc**, il n'y a pas de monnaie dans cette économie. Dans une telle économie, on fait face à des problèmes, il est rare qu'on ait une situation de **double coïncidence des besoins**. Ce n'est pas une économie qui facilite les échanges. Ce récit d'économie sans monnaie a été très discuté, il semble que dans toutes les sociétés il y ait eu une forme de monnaie (*même des coquillages*).
- (2) Certains individus se rendent compte que **certaines marchandises sont facilement acceptées par tout le monde**. Elles sont plus échangeables que toutes les autres. Menger nous dit qu'elles sont "*plus vendables*".
- (3) **Les autres individus vont observer ce que les petits innovateurs (de la seconde étape) ont mis en place**. La poignée d'agents qui se rendent compte que ces marchandises sont plus vendables, vont commencer à marchander en utilisant davantage ses marchandises. Il y a un **phénomène d'imitation**. Ils se rendent compte qu'il est dans leur intérêt de les imiter. On a ici un processus d'apprentissage.
- (4) **Ce comportement d'imitation se généralise dans toute la société**. Il vaut mieux prendre la marchandise la plus vendable. Après coût, la loi va intervenir, c'est l'État qui va intervenir afin de renforcer **l'institutionnalisation de cette monnaie**. L'institution est la coïncidence des intérêts individuels. Ce n'est pas l'État qui crée de la monnaie mais bien les individus qui y trouvent un intérêt.

On met l'accent sur l'évolution ⇒ **évolutionnisme**.

Notre individu voit son comportement déterminé par les institutions que lui-même contribue à créer. On a une relation entre le social et l'économie très étroite.

C'est un individu qui évolue sans cesse par apprentissage, il n'a pas une fonction d'utilité donnée. Les informations arrivent sans cesse et modifient le comportement de l'individu au fur et à mesure.

Jevons, 1871, *Théorie de l'économie politique*

Il va avoir une toute autre représentation du comportement individuel qui part d'une philosophie particulière. Il considère qu'on ne peut pas parler de l'individu, expliquer ses choix, ses préférences, si on ne donne pas à ses choix, un **véritable contenu**.

Exemple : pourquoi je préfère manger une pomme plutôt qu'une poire ? Parce que la pomme me donne plus de plaisir. Le contenu dans l'utilité est le plaisir.

Il va faire appel à une philosophie : **l'utilitarisme**. Elle est développée par **J. Bentham**.

L'individu effectue avant toute action, un calcul afin d'estimer la valeur de son action (*exemple : d'une consommation*). Ce calcul a été développé dans la philosophie utilitariste par **Bentham**.

Ce dernier nous dit qu'un individu allait calculer les dimensions d'un plaisir, autrement dit, il va prendre en compte, pour décider de ce qu'il veut faire, de l'intensité du bonheur procuré par ce qu'il veut faire (*exemple : je veux boire un verre d'eau, je vais prendre en compte l'intensité du plaisir que va me procurer ce verre d'eau*).

L'individu prend aussi en compte la durée du plaisir (*exemple : je bois un verre d'eau, ça va me procurer un plaisir pendant 30 secondes*).

La probabilité est aussi prise en compte, j'anticipe ce que ça va me procurer comme plaisir, ce n'est pas 100% sûr (*exemple : j'ai soif mais l'eau que je vais boire est très mauvaise*).

Dans la théorie de **Bentham**, on a sept dimensions différentes qui vont compter et qui vont permettre aux individus d'estimer la valeur du plaisir. Elles vont permettre de rendre compte de la quantité de plaisir suscité par toute action (même pour une action criminelle).

Pour expliquer le comportement de l'individu, on va s'appuyer sur le **calcul benthamien**. Avec l'hypothèse selon laquelle l'objectif de l'individu dans tous les domaines est de rendre toujours **maximale**, la somme dans le sens du plaisir.

Il va essayer de justifier la réduction de ce calcul en deux dimensions.

Il est possible, en prenant comme point de départ la **théorie de Bentham**, de réduire le comportement de l'individu à deux dimensions.

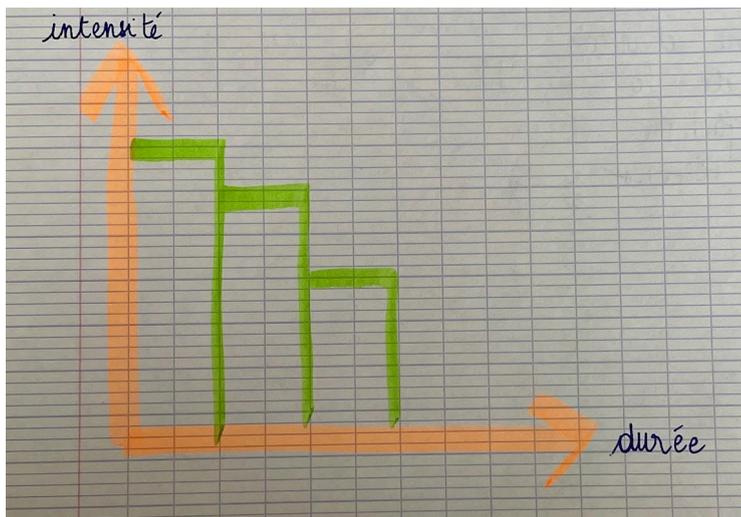
On ne prend en compte que **l'intensité** et la **durée**. Avec l'argument suivant de **Jevons** : "un plaisir faiblement probable va être un plaisir qui sera d'une intensité faible". L'intensité va refléter la probabilité car si je sais que j'ai peu de probabilité de ressentir le plaisir si je fais telle ou telle chose, cela va jouer sur l'intensité, elle sera moins forte.

Par exemple : bâtir des châteaux en Espagne, j'ai très peu de probabilité de le faire, si ça marche c'est super mais la probabilité est tellement faible que l'intensité sera elle même faible.

Il y a **trois dimensions** qui ne relèvent pas de l'économie mais de la morale car elles mettent des agents en relation. Dès lors que d'autres agents sont pris en compte dans les calculs, cela relève de la morale.

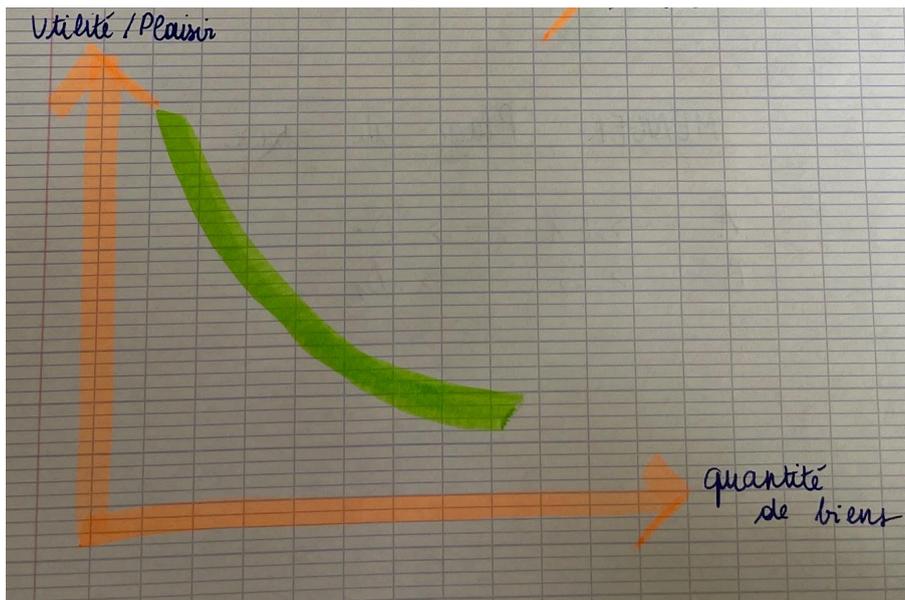
À partir de là, **Jevons** va construire un raisonnement en **deux étapes** :

- (1) → on utilise **l'intensité** et la **durée**



La surface va me permettre de rendre compte de mon utilité totale.

- (2) → On peut passer à une représentation plus générale qui correspond à **l'utilité**



il y a un certain nombre de **caractéristiques** de cette utilité qui vont être apparentes :

Première caractéristique → l'utilité est purement **subjective**, elle est définie par la relation entre un agent et un bien. C'est une vision **hédoniste**, l'utilité renvoie à un désir.

Deuxième caractéristique → l'économiste n'a **pas à se prononcer** sur l'utilité d'un bien, ça relève de l'individu. Pas de jugement de valeur. Tout ce qui peut procurer du plaisir à l'individu peut procurer de l'utilité dont l'économie n'a pas à dire que tel bien est meilleur qu'un autre. L'**économiste est neutre** par rapport au désir de l'individu.

Est-ce que l'utilité est mesurable ? C'est un problème auquel est confronté **Jevons**. L'utilité est définie en termes de plaisir, *comment faire pour donner une valeur au plaisir que l'on ressent à consommer ?*

Le plaisir est une sensation ressentie par **l'individu**, cette sensation n'est pas visible.

Cette question de la **mesurabilité de l'utilité** va intéresser toute l'économie politique et va être extrêmement présente dans toute la **tradition jevonsienne**.

On a trois grandes réponses :

- **Réponse de Jevons** : on ne sait pas comment attribuer un nombre à ce plaisir, on va s'appuyer sur le seul élément objectif de l'échange, c'est le **prix** qui va nous donner des indications sur le degré de plaisir.

On observe un prix qu'est prêt à payer l'individu, il reflète la valeur d'utilité de l'agent pour le bien.

Le prix révèle une information que l'on ne peut pas obtenir car on raisonne en termes de sensation qui relève de l'individu.

Dans la littérature, sur la base de cette référence à la **philosophie hédoniste** comme base de la théorie du comportement individuel, on a un autre auteur qui forme une autre solution.

- Réponse d'Edgeworth (1845-1926) : il considère que **l'utilitarisme** est important.

Dans son ouvrage publié en 1881, il nous dit qu'on ne sait pas mesurer le plaisir des individus mais imaginons un instrument un **hédonimètre** (référence à l'hédonisme) qui nous permettrait de connaître la valeur de l'utilité, une machine psychophysique qui enregistrerait directement, le niveau d'utilité des agents. On peut imaginer cela.

Il a une vision **optimiste**, on va pouvoir le faire.

- Réponse de Pareto : ne relève pas du même courant (**école de Lausanne**) , il est critique de ses tentatives de lier le plaisir et l'utilité.

Il faut arrêter cela, il faut complètement distinguer/détacher l'utilité et le plaisir, **l'hédonisme** et **l'utilité**.

Selon lui, il faut s'éloigner de **Jevons**, il faut rompre avec la **philosophie utilitariste**, on passe à **l'utilité ordinale avec des préférences**.

Les économistes n'ont pas expliqué ce qu'il y a dans les préférences : *l'individu préfère A à B mais on ne va pas chercher à savoir pourquoi*. Les préférences sont données et il ne va pas se lancer dans une étude psychologique, on part directement de **l'utilité ordinale**.

Ces trois réponses peuvent être interprétées comme étant une discussion d'une **représentation particulière de l'individu**.

26.10

Cette représentation de l'individu économique a nécessité **plusieurs étapes**. Cette évolution a traduit un changement de perspective par rapport à la philosophie.

Comment peut-on qualifier l'individu économique ? On va essayer de montrer les débats récents. Aujourd'hui, on peut identifier **trois piliers** qui permettent de définir l'individu économique :

- **premier pilier** → la **rationalité**

C'est la première approximation, une relation cohérente entre les fins et les moyens

- **Deuxième pilier** → l'individu est censé poursuivre son **intérêt individuel**.

Dire que l'individu poursuit son intérêt individuel, ça ne veut pas dire que l'individu est conçu comme quelqu'un d'égoïste. Il n'a pas de comportement désintéressé mais il n'est pas pour autant égoïste.

- **Troisième pilier** → la représentation moderne suppose que les **préférences sont complètes, stables et même cohérentes**.

L'individu est associé à un niveau de préférence, ces préférences n'évoluent pas de manière intrinsèque.

Ces trois piliers vont, petit à petit, être discutés. La modernité commence au milieu du 20^e siècle et on peut rendre compte de ses débats autour de deux grandes questions.

(1) La question du réalisme des hypothèses

C'est une question d'ordre épistémologique. Le lien avec la représentation du comportement individuel tient au fait que cette représentation est une hypothèse. Une hypothèse du type du comportement individuel, ou en général économique, devait traduire une réalité ou non. Ici, cela fait écho sur le statut de l'hypothèse de l'individu économique chez **Mill**.

(2) La question du contenu de l'intérêt individuel

La question qui va se poser est la question de savoir si l'individu agit toujours en fonction de son intérêt propre. Si ce n'est pas le cas, comment faire pour modifier son comportement de manière à ce qu'il soit conforme à son intérêt individuel.

On va développer ces deux débats

La question du réalisme des hypothèses

Cette question renvoie à deux types de positions que l'on peut identifier dans le temps, par rapport au réalisme de l'économie.

La première étape est celle d'un courant très important aux USA : **institutionnalistes américains** (anciens tels que **Veblen, Commons...**)

Les anciens institutionnalistes se développent en parallèle aux **marginalistes**. Ces derniers renouvellent la théorie économique en **Europe** et les **institutionnalistes** qui renouvellent la théorie économique mais aux **USA**. Ils sont critiques des marginalistes mais aussi des

néoclassiques. Notamment sur la critique de la **représentation de l'individu des marginalistes**.

Leur critique porte avant tout sur le fait que les comportements individuels ne sont pas stables, ils évoluent et de manière constante sur l'influence du milieu dans lequel se situent les individus et des institutions qui encadrent la société.

Schématiquement, à une représentation chez **Veblen** telle qu'elle :

Agents économiques → milieu naturel → institutions → agents économiques → milieu naturel etc...

Le milieu matériel, en technologie, renvoie à des innovations, à un niveau de développement. Le milieu matériel modifie la manière de penser, en fonction des technologies, les habitudes de pensée vont évoluer. L'agent est conçu comme défini en fonction d'instincts. Selon le type d'institutions, certains instincts vont prédominer par rapport à d'autres, ils se réveillent.

Exemple : l'institution de la propriété privée, cette émergence de la propriété privée va conduire les individus à mettre l'accent sur la possession. Cette dernière va se traduire par le développement de l'instinct de prédation (fait d'essayer de s'accaparer des choses). Cet instinct associé au désir de posséder va modifier le mode d'organisation de la société, ce qui va conduire à une séparation dans la société entre plusieurs classes sociales. Cette émergence des classes sociales est la suivante : classes possédantes et classes non possédantes. Parallèlement, on va avoir également la distinction qui va se faire entre des travaux "nobles" (intellectuels, mieux rémunérés) et des travaux "ignobles" (travaux de base).

Veblen nous dit que l'étape suivante qu'il décrit et critique, c'est **l'émergence de nouvelles institutions**, le loisir se développe (*permis par ceux qui possèdent*), la consommation ostentatoire (*montrer qu'on est riches*), la richesse devient un facteur de distinction au sein de la société.

Les individus sont construits à la fois par leurs **institutions** mais aussi par leurs **milieux**.

Ces institutionnalistes ont, au 19^e siècle, très peu d'influence sur la théorie économique, cette dernière se construit encore en **Europe**.

Ce premier débat rend compte d'une autre manière de représenter l'individu économique, qui serait, selon les institutionnalistes, plus conforme à la réalité. Veblen observe ce qu'il voit aux USA, ils opposent cette représentation plus fidèle à la réalité à la représentation abstraite qui est développée par les marginalistes. On a un premier élément qui rend compte de ce débat sur le réalisme de ses hypothèses.

Dans ce débat, on a un autre type de position qui va se développer peu après, dans les années 1950. Ce débat porte sur l'épistémologie, c'est un débat en particulier qui va être développé par les positions prises par **M. Friedman**.

M. Friedman, 1953, Essai en économie positive. Dans cet ouvrage, il développe une position très forte qui consiste à dire que les hypothèses que l'on adopte en économie n'ont pas à être réalistes.

C'est la **méthodologie du as-if** "comme si", ce qui compte, ce n'est pas le réalisme des hypothèses mais les **conclusions** que l'on peut en tirer.

Exemple : correspond à une discussion des années 30, il donne l'hypothèse du comportement des entreprises, tout se passe comme si les entreprises menaient leurs actions, jusqu'au point où il y a égalité entre coût marginal et revenu marginal. Les entreprises se comportent de manière à maximiser leurs profits, elles décident de la production jusqu'à cette égalité. Friedman ajoute qu'aucune entreprise ne va concrètement calculer son coût marginal, aucune ne fait ce calcul. C'est une hypothèse non réalisée car on ne peut pas l'observer. Mais si on rompt avec cette hypothèse, si on considère que les entreprises ne font pas cette hypothèse, on n'a aucun moyen de comprendre comment les entreprises subsistent.

C'est une conception **très positiviste** de la science. Elle va être largement acceptée jusqu'à la fin du 20^e siècle puis re-discutée.

Cette position va être **discutée** en particulier par **deux auteurs** (contradicteurs de **Friedman**) que sont :

- **R. Coase (1910-2013)**, théoricien de la firme

Il est connu pour avoir écrit un article en 1937 "théorie de la firme".

La théorie dominante n'explique jamais pourquoi il y a des entreprises. *Pourquoi tous les individus n'iraient pas individuellement sur le marché ? Pourquoi certains individus se réunissent sous la forme d'une firme ?*

Il développe deux critiques dans le cadre de la théorie de la firme qui portent sur le réalisme.

Premièrement, il nous dit que c'est irréaliste de considérer que l'entrepreneur maximise son profit car l'entrepreneur est confronté à une incertitude, il ne peut pas maximiser son profit car il vit dans un **monde complètement incertain**. *Il ne sait pas combien de biens il arrivera à vendre demain, quelle sera l'évolution de ses coûts de production...*

Par ailleurs, il agit en fonction de ses **propres préférences**, comme tous les agents. Il peut y avoir des préférences qui vont l'amener à ne pas produire tel ou tel bien car il ne s'identifie

tout simplement pas à ce bien. *Je n'aime pas les pommes donc je ne vais pas produire des pommes.*

Secondement, la théorie de la maximisation du profit n'explique pas la présence de firmes, elle pose l'existence de firmes. *Qu'est-ce qui fait que les firmes existent ?* L'un des éléments que met en avant **Coase**, c'est un élément en termes de coût d'harmonisation, de coût subjectif et de défaut de coordination avec des explications en termes de hiérarchie, de comportement, à l'intérieur de la firme. Ces coûts sont minimisés par la firme.

- **H. Simon (1916-2001)**, comportement individuel

C'est le comportement individuel, rationnel, qui est questionné.

Il va introduire une théorie de la rationalité limitée. C'est une théorie qu'il va exposer dans une série de travaux (1947-1959), ce sont des travaux reliés plutôt au management qu'à la théorie économique.

Il distingue entre deux types de rationalité.

Premièrement, on a la **rationalité substantielle**. Cette rationalité est celle qui est adoptée par les économistes principaux, dominants. C'est une **fonction maximisée par l'individu**. Cette représentation de l'individu à travers sa fonction objective, ne vaut que si les individus ont un accès illimité à l'information (*connaissent tous les prix, tous les biens...*), une vision claire de leurs préférences (*on préfère A à B, ou indifférent, ou B préféré à A*), capacités cognitives très élevées (*possibilités de faire des calculs qui traitent toutes ces informations ne fonctions de nos préférences*). Il considère que ce type de rationalité, compte tenu de ces trois hypothèses, ne vaut que pour des décisions qui sont très simples, où le choix est clair.
Exemple : ma préférence entre un pain au chocolat et un croissant.

Mais dès que le choix porte sur quelque chose de complexe, qui l'implique beaucoup, qui représente un **sacrifice** important. il est irrationnel de mettre en place ce type de rationalité substantielle.

Exemple : je veux acheter une nouvelle voiture.

Deuxièmement, on a la **rationalité procédurale**. On va choisir, dans le cadre d'un choix compliqué, en fonction de la **première solution qui s'offre à nous et qui nous semble satisfaisante**. On ne va pas aller jusqu'à maximiser notre utilité.

Exemple : si je veux acheter une voiture, je ne compare pas toutes les voitures mais cette voiture correspond à tout ce que je recherche donc je m'arrête à cette voiture.

Aller plus loin impliquerait des coûts de recherche... Dans ce cas-là, le choix n'est pas optimal mais **satisfaisant**. C'est une sorte de compromis.

Aujourd'hui, cette **rationalité limitée** est utilisée dans beaucoup de modèles de la théorie de la décision individuelle.

Tout cela essaie de témoigner d'un comportement qui est plus satisfaisant en termes de réalité

Le contenu de l'intérêt individuel

On essaie de décrire en fonction de la réalité, le comportement individuel.

C'est aussi un débat normatif car on essaie de faire en sorte de modifier le comportement individuel plus conforme à l'intérêt individuel.

Ce deuxième débat est parti d'un **constat** ⇒ les agents agissent aussi en présence **d'altruisme**, en étant guidés par une **recherche de confiance**, de critères **d'équité** (*si on me donne le choix entre trois parts de gâteaux, grosse, moyenne et petite, mon intérêt individuel est de prendre la plus grosse, en réalité, je suis bien élevée, donc je prends la deuxième part*).

Ce débat va donner lieu à un nouveau champ d'économie → **l'économie comportementale**.

Qu'est-ce que l'économie comportementale ? **Thaler** est un de ses économistes phares, c'est de la théorie économique dans laquelle ont été injectées de fortes doses de psychologie et de diverses autres sciences sociales. Elle est souvent une théorie développée en partenariat entre des économistes et des psychologues.

Concrètement, ça consiste à partir de comportements **observés**, on identifie des **biais cognitifs** ⇒ des sortes d'irrégularités de comportements, irrégularités par rapport à l'intérêt individuel. C'est des explications qui font que les individus n'agissent pas toujours en fonction de ce qui constitue leur intérêt propre. Ces biais peuvent venir d'un sentiment d'équité, de la volonté d'être bien jugé par les autres... On va dériver par rapport à l'intérêt individuel.

Ces biais vont conduire à la représentation d'un comportement maximisateur de l'agent, mais, il ne maximise pas forcément son utilité. Ils vont s'expliquer par le fait que l'individu n'est pas un robinson Crusoé, la présence d'autrui modifie son comportement.

Par ailleurs, ces biais cognitifs vont conduire à mettre en évidence des aspects d'incohérence temporels dans le comportement ⇒ *Exemple : je suis en t0, je me dis que je vais me comporter d'une certaine manière en t1 (j'achète une voiture), arrivé en t1, je me rends compte que mes préférences sont contradictoires par rapport à un enjeu qui existait déjà en*

t0 mais qui s'est rapproché, je préfère acheter un vélo. Mes préférences ont changé entre t0 et t1.

Quel est l'intérêt individuel ici ? Mon intérêt individuel est de vivre dans un monde non pollué.

Face à ces observations et ces identifications de biais (temporels, par rapport à autrui...), on a l'aspect normatif qui va être mis en avant. C'est le thème des nudge (?), qui vise à mettre en place des mesures douces qui modifient l'architecture des choix. On va essayer d'inciter, par une série de mesures, l'agent économique à poursuivre son intérêt individuel.

Exemple type : Aéroport aux Pays-Bas, afin de diminuer les coûts de nettoyage, l'idée a été de mettre dans les toilettes des hommes une mouche de manière à convaincre les hommes afin d'uriner vers la mouche plutôt qu'à côté. Les coûts de nettoyage ont fortement diminué.

Remarque : Ici, on fait appel à la psychologie. L'aspect psychologique devient central. Pourquoi insister là-dessus ? Quand on regarde **Jevons**, il avait en tête une représentation de l'utilité (**hédoniste**) qui s'appuyait effectivement sur la psychologie dominante à l'époque. On a fait appel à la psycho-physique, avec l'idée d'expliquer les comportements individuels en fonction des désirs et des peines. On revient finalement à cet intérêt de la psychologie qu'on avait perdu après Jevons, on est passés à une vision de l'utilité cardinale à une vision de l'utilité ordinale. On a vidé l'utilité de tout sens. On a ici un retour de la psychologie qui était déjà présent à la fin du 19^e siècle.

Chapitre 2 : L'économie et la politique

INTRODUCTION

Pourquoi s'intéresser à ce thème ? Car c'est un thème qui a traversé l'histoire de la pensée très tôt. Il apparaît dans le temps ancien et qui réapparaît aujourd'hui.

En quoi il y a encore des discussions sur ce lien entre économie et politique ? On a une importante **distinction entre économie normative et économie positive**.

Économie positive ⇒ Elle décrit **ce qui est**, c'est une théorie qui va essayer de mettre à jour des grandes lois, des lois générales mais des lois qui se contentent de décrire ce qui est.

Économie normative ⇒ Elle va essayer de déterminer les **buts à atteindre**. On identifie des objectifs.

Derrière cette distinction, il y a un enjeu important, celui du **rôle de l'économiste**. Doit-il se limiter à décrire ce qu'il voit ? Exemple : il existe une relation négative entre l'investissement et le taux d'intérêt. Ou bien, a-t-il vocation à modifier l'état de l'économie ? Exemple : il définit des politiques économiques.

C'est un débat extrêmement fort, apparu en particulier dans les années 1930. C'est un débat qui va enflammer les **keynésiens**. Ces derniers nous disent que les économistes peuvent définir des **politiques économiques fines et précises**, qui permettront de modifier l'économie.

On a aussi une discussion sur la **nouvelle économie politique** ⇒ consiste à dire que l'état de l'économie n'est pas seulement quelque chose qui est lié aux relations des agents par rapport à la richesse mais aussi lié aux **relations politiques** entre les États, les individus... Les **facteurs politiques** vont jouer sur l'évolution de l'économie (*exemples : rapports de force, rôle des syndicats, conflits entre États...*).

On peut retracer ce lien sur une longue période, ça a un sens. Si on essaie de faire cela, cela suppose une approche de longue période qui démarre au **16^e siècle**, on avait une manière d'appréhender cette relation qui consistait à supposer que l'économie était au service du politique. Petit à petit, on va se **détacher de cette relation hiérarchique**, c'est le mouvement d'**autonomisation de l'économie**, c'est des mouvements que l'on rejette aujourd'hui car l'économie doit s'appuyer sur l'évolution de la société.

Cours du 9.11

Section 1 : L'économie au service de la politique

Le politique renvoie à deux choses :

- pouvoir politique
- politique économique.

On se situe avant les classiques, dans la **pensée mercantiliste**. C'est une école de pensée très **hétérogène**, elle se développe en Europe entre le 16^e et le 18^e siècle.

Pour les membres de cette école, l'accent est mis sur **l'enrichissement**. Il faut que le royaume s'enrichisse, on n'a plus de discussions sur la moralité de l'enrichissement. L'enrichissement est moral mais il n'est pas le fait de n'importe qui. Il faut que le royaume (= *roi*) s'enrichisse. C'est une conception éloignée de celle qu'on a aujourd'hui.

En parallèle, pour le peuple, cet enrichissement n'est pas vu comme désirable. On a une valorisation, en quelque sorte, de la pauvreté. La **pauvreté** persiste car les individus ne sont pas incités au travail.

On a deux sphères différentes :

- **sphère publique** → le roi doit être riche car c'est un symbole de puissance
- **Sphère privée** → une consommation très limitée du peuple est nécessaire.

Les mercantilistes sont souvent des financiers, des poètes, qui développent des réflexions économiques. Ces dernières sont liées à un **contexte particulier**, le contexte dans lequel ces individus vivent.

On distingue différents types de mercantilisme selon les pays, car c'est contextuel, on n'a pas des lois économiques universelles, même si ce sont des mercantilisme différents, le but (d'enrichissement) est le même :

- **Mercantilisme anglais**

Il est guidé par la **spécificité de l'Angleterre**, c'est-à-dire le fait que l'Angleterre soit une "île".

Cela donne une indication sur la manière dont les mercantilistes vont concevoir les bonnes modalités d'enrichissement du royaume. La richesse anglaise ne peut augmenter que par l'expansion des relations commerciales.

Les mercantilistes anglais vont mettre l'accent sur la nécessité d'un monopole, du commerce, du transport maritime → **Acte de navigation (1651)**. C'est une loi qui interdit à un bateau étranger d'importer en Angleterre des biens qui ne seraient pas de la même nationalité que le bateau (*exemple : un bateau français ne transporte pas des marchandises allemandes*).

C'est une manière pour les mercantilistes d'encourager le commerce international de manière paradoxale.

Le commerce international est taxé au plus important que si on avait une liberté de navigation.

Parallèlement, les mercantilistes anglais insistent sur les échanges avec les **colonies**. Ils mettent en place un système particulier, un système exclusif par rapport aux colonies.

Les colonies anglaises n'ont pas le droit de commercer directement avec d'autres pays (*exemple : les Indes ne commercent pas directement avec la France*). Tout commerce qui viendrait des colonies doit d'abord passer par l'Angleterre puis il est réexpédié (exporté).

C'est le système de l'exclusif, l'idée étant que le commerce colonial doit enrichir le pays colonisateur.

De plus, les colonies n'ont pas le droit de développer des manufactures, les colonies fournissent des matières premières (seulement), afin d'enrichir les manufactures implantées en Angleterre.

On n'autorise pas aussi facilement les importations, on a pas en vue la promotion du bien être de la population. Les importations servent uniquement à enrichir le royaume. Il y a des marchands qui s'enrichissent mais c'est un effet secondaire du système. On voit que l'économie est au service de la politique on n'a pas en tête d'augmenter le bien être.

Exemples de mercantilistes anglais : T. Gresham (1519-1579), connu pour sa loi que l'on utilise en théorie monétaire "la mauvaise monnaie chasse la bonne monnaie" (exemple : or et argent, l'argent chasse l'or car on thésaurise l'or). J. Locke.

- Mercantilisme allemand

Il se développe dans une **phase politique de réunification** de petits royaumes, cela conduit à la constitution de la Prusse.

Les auteurs allemands, dans ce cadre, vont s'intéresser à la question des finances publiques. Ils vont essayer de définir les bonnes règles de finances publiques. Ce sont des réflexions économiques mais appliquées au trésor public, au financement public.

Ces auteurs sont **populationnistes**, ils s'efforcent de trouver des moyens d'augmenter la population allemande. Ils considèrent qu'il faut intervenir sur l'économie en fixant des prix administrativement, de manière à ce qu'il n'y ait pas trop d'inflation, afin que les individus achètent ce qui est nécessaire à leur subsistance.

On a un **interventionnisme** afin de permettre aux gens d'avoir un pouvoir d'achat suffisant pour se reproduire.

Ils sont aussi **industrialistes** (comme tous sauf mercantilistes espagnols). L'Allemagne n'est pas encore constituée et il n'y a pas encore de grande manufacture, il faut développer, par des monopoles, l'industrie.

On a une subordination de l'économie au politique, on étudie l'économie à travers la nécessité que l'Allemagne s'unifie politiquement et se développe.

Tous les moyens de politiques économiques sont au service de cet enjeu politique de constitution d'une grande nation puissance, bien peuplée et ayant des industries.

- Mercantilisme espagnol

C'est le plus connu. Il est aussi appelé "**bullionisme**". C'est le mercantilisme le plus poussé.

L'idée de ces auteurs, alors que l'Espagne est un pays très riche, est de faire en sorte qu'il y ait le plus d'or qui soit dans le royaume. Ce qui marque la puissance de l'Espagne c'est la quantité de métaux précieux qui est dans l'économie espagnole.

Il faut accumuler les métaux précieux qui viennent notamment des colonies. D'un point de vue économique, cela conduit les auteurs à recommander une politique très stricte en termes de limitations des importations.

L'idée est la suivante : dès que l'on importe un bien, on le paie en or (*surtout*), mais, il faut éviter que l'or sorte du pays. Ainsi, on doit limiter au maximum les importations. Cela conduira les mercantilistes espagnols à promouvoir des politiques intérieures très diverses.

Afin d'éviter que l'on importe des biens, il faut d'abord adopter des lois somptuaires → lois qui portent sur le luxe. Le luxe à l'époque c'est un luxe en termes de textiles. *Par exemple, on interdit à un paysan d'utiliser tel ou tel tissu.*

On a une catégorisation des consommations autorisées, on exclut le luxe pour tout peuple.

On va adopter des incitations au développement de l'agriculture. Le pays est essentiellement agricole, on veut augmenter la production agricole afin de **l'exporter** car on est payé en or. Cela conduit à une misère pour le peuple (*famines régulières*).

Les auteurs espagnols condamnent le luxe car celui-ci correspond à des productions extérieures (car par de manufactures en Espagne). On condamne le luxe pour des raisons économiques et non pour des raisons morales.

On assimile ce mercantilisme pour désigner le protectionnisme en général. Mais, cela va avoir des conséquences néfastes pour la population, d'autant plus que l'on observe en Espagne en particulier (mais dans toute l'Europe aussi), une augmentation des prix.

L'apport massif de pièces de métaux précieux, de masse monétaire, va se traduire par une augmentation du niveau général des prix.

Non seulement, on a peu de production agricole qui soit disponible pour le peuple mais en plus, c'est très cher. On a un effet revenu et un effet quantité qui vont jouer.

Cette question de l'effet de la masse monétaire sur les prix va donner lieu à des réflexions . On a une première expression de la théorie quantitative de la monnaie → lien entre la masse monétaire et les prix : lorsque la masse monétaire augmente (or), alors cela se traduit par une hausse des prix.

Les Espagnols ne formulent pas une théorie quantitative de la monnaie, ils ne l'approuvent pas. La hausse des prix est importée, c'est en raison de l'augmentation des prix des biens importés. Cela nécessite d'autant plus de limiter les importations.

- **Mercantilisme français**

Très industrialiste, défendu par **Vauban**, **Colbert** (colbertisme), **De Montchrétien**.

On a une volonté d'intervenir sur l'économie afin de développer les manufactures, pas n'importe lesquelles, en particulier celles du luxe. On spécialise la France de manière à pouvoir exporter un type de production pour lequel elle est jugée la mieux placée.

C'est ce qui va donner lieu à la *manufacture des Gobelins*.

Il est également populationniste, il s'agit aussi d'augmenter la population mais contrairement à ce qu'on trouve chez les allemands, cela ne passe pas par une augmentation du revenu des pauvres. Au contraire, il faut que les pauvres restent pauvres, sinon, ils ne travaillent pas.

Finalement, malgré ses spécificités locales, le mercantilisme peut être résumé sous 4 éléments d'unité, qui permettent de classer les auteurs parmi les mercantilistes :

→ **Premier élément : la richesse est monétaire.** Un pays est riche, ou un individu, en fonction de la quantité de métaux, de monnaie qu'il possède.

La conception d'une richesse purement monétaire pose le problème des prix. Si pour définir la richesse on s'intéresse uniquement à la masse monétaire, on doit se demander quel est l'effet d'une hausse de la masse monétaire. Cette idée de lien entre monnaie, masse monétaire et prix va être théorisé par un auteur français mercantiliste : **J. Bodin**; dans le cadre d'une controverse entre Bodin et Malestroit.

La controverse est la suivante : on a un constat en France, en Europe mais surtout en Espagne qui porte sur l'augmentation du niveau général des prix. Face à ce constat, le roi confie à de Malestroit, une étude pour savoir d'où vient cette inflation. Est-elle liée aux importations ? Autres éléments ?

De Malestroit va avoir une thèse en 1566 qui consiste à dire que l'inflation est un paradoxe. La hausse des prix n'existe pas en réalité, le prix des choses n'a pas varié mais la valeur de la monnaie a baissé.

Les manipulations monétaires consistaient simplement à prendre une pièce qui contient 0,1 gramme d'or, cela lui donne sa valeur en fonction de la valeur de l'or. Et en réalité, cette pièce, pour avoir plus d'argent, va petit à petit rogner par le prince, les pièces qui vont être de la même valeur qui vont être produites vont contenir un peu moins que 0,1 gramme d'or.

On a une diminution de la quantité d'or dans chaque pièce. Pour Malestroit, c'est la valeur de la monnaie qui a baissé donc l'inflation est une illusion.

Au contraire, Bodin met l'accent sur le fait que l'augmentation de la masse monétaire est l'origine principale de l'augmentation des prix.

→ **Deuxième élément : le commerce est source d'enrichissement.** C'est une source d'enrichissement dès l'instant où il s'agit du commerce international.

On a une distinction qui est faite entre deux circuits, deux types de commerce :

- Circuit intérieur (ou interne)
- Circuit extérieur (ou externe)

On a la présentation suivante : on a une production qui va être permise par les importations venant du circuit extérieur (ex : matières premières), elle va servir au circuit intérieur, à la consommation des agents. Mais, la consommation est une destruction donc il n'y a pas d'enrichissement. Ce qui reste une fois qu'une fois que la partie de la production a été détruite par la consommation, doit être vendue à l'extérieur de manière à avoir des métaux précieux.

Voir photo

Conclusion : l'enrichissement n'est permis que par le commerce international.

Cela signifie que pour les mercantilistes, le commerce international est un jeu à sommes nulles : tout ce qu'un pays gagne correspond à la perte d'un autre pays.

C'est quelque chose que l'on retrouve chez le protectionnisme d'aujourd'hui.

→ **Troisième élément : ce qui compte c'est la puissance d'un État.**

C'est la recherche de la puissance qui se fait grâce à deux instruments :

- la richesse monétaire issue du commerce international
- la population, la plupart des mercantilistes sont populationnistes.

Pourquoi encourager le développement de la population ? Car cela augmente le nombre de soldats (la capacité à avoir plus de colonies, à s'étendre d'un point de vue territorial), c'est aussi plus de travailleurs (possibilité d'augmenter la production, et éventuellement les exportations).

Les travailleurs doivent rester pauvres car si on les paie plus, ils vont travailler 3 jours au lieu de 7.

→ **Quatrième élément : discours public qui s'adresse au prince, sous la forme de conseils.**

Il s'agit d'inciter le prince d'adopter telle ou telle mesure de politique économique, souvent une forte intervention dans l'économie. C'est un discours interventionnisme qui, généralement, parle de liberté du commerce c'est-à-dire, pour ses auteurs, c'est l'octroi d'avantages afin de développer/protéger l'industrie (ex : monopoles).

C'est un discours guidé par un objectif politique, de puissance, on met l'économie au service de la puissance du roi. On a des réflexions économiques entièrement subordonnées à des puissances politiques.

On a aucune autonomie de l'économie par rapport au politique.

Ce type de discours est extrêmement critiqué par la suite.

Section 2 : Émancipation de l'économie à la politique

Dès le 18^e siècle, on va avoir un discours opposé aux mercantilistes et qui introduit une émancipation de l'économie par rapport au politique.

C'est sans doute ce qui est nécessaire pour aboutir à une théorie économique, à une approche sur l'économie qui soit autonome.

Ce discours se trouve abouti chez Smith. Mais avant Smith, on a un premier groupe d'auteurs qui sont les physiocrates;

A. Courant physiocrate (première étape)

Ils s'opposent aux mercantilistes, leur pensée est intéressante car, à la fois, c'est une pensée macroéconomique et reprise par la théorie macroéconomique.

C'est un courant beaucoup moins généralisé. C'est un courant uniquement français. C'est une école de pensée qui a une durée de vie faible (1756 - 1780), remplacée par les classiques.

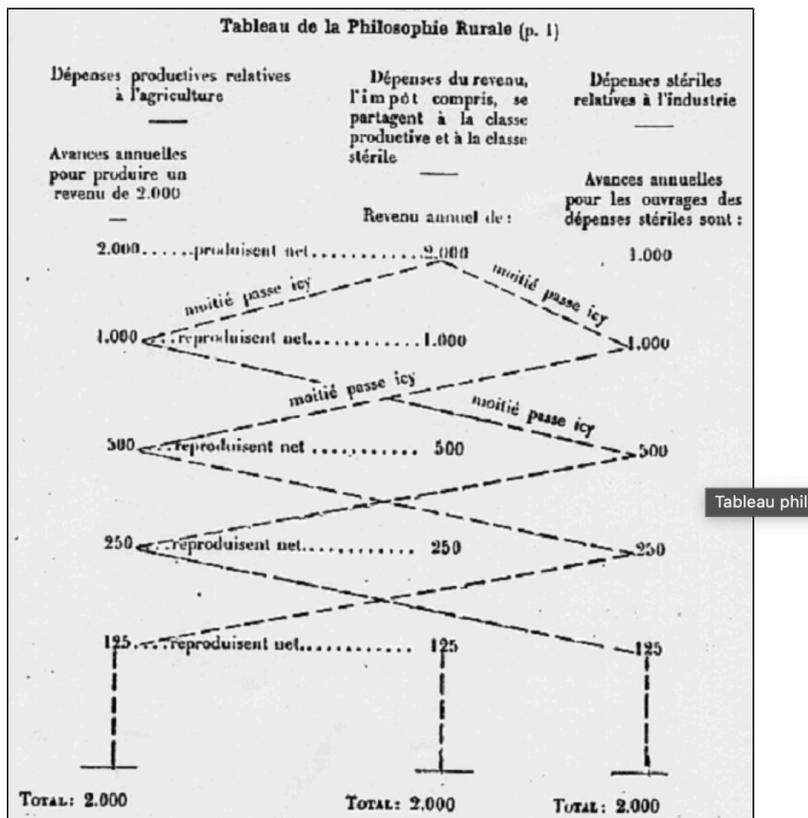
Il se développe autour d'un auteur principal : F. **Quesnay**. C'est un médecin, il utilise sa spécialité en se disant qu'on peut se représenter la société comme le sang qui circule dans le corps humain. C'est une représentation qui insiste sur un type de richesse, ce n'est pas la monnaie qui est la richesse mais ce qui est richesse est la terre.

Autres physiocrates : **Turgot, Gournay** (“laissez faire laissez passer”).

Les physiocrates défendent le libéralisme économique, contrairement aux mercantilistes.

“physiocratie” → gouvernement de la nature. Leur idée est qu’il existe des lois de la nature (lois naturelles) qui permettent aux richesses de circuler, à une économie de se reproduire à l’identique. Ces lois de la nature supposent que l’État n’intervienne pas.

“Tableau économique” de Quesnay



[les-grands-themes-25510](https://www.les-grands-themes-25510.com/)

C’est une sorte de mini modèle qui s’appuie sur trois classes sociales (pas au sens des classiques) fondées sur l’occupation, la profession, le travail fait par chacun des membres de ces classes.

On a la classe des propriétaires, ceux qui possèdent la terre. Ils doivent faire des avances, ils doivent investir pour permettre à la terre d’être cultivée. Ils avancent une sorte de capital pour permettre à la terre d’être fertile.

On a la classe dite productive, c’est celle qui exploite la terre, ce sont les journaliers, les fermiers, ceux qui travaillent la terre sans la posséder. Elle est dite productive car elle

produit plus qu'elle n'utilise. Le volume de production issu de son travail est supérieur aux matières premières utilisées. C'est elle qui crée un surplus.

Enfin, on a la classe stérile : artisans, marchands, commerçants. Elle ne produit pas de surplus, le volume de sa production est égale au volume des matières premières.

Quesnay essaie de rendre compte de la circulation des richesses entre ces trois classes, il représente un grand royaume à travers les relations entre ces différentes classes.

Le royaume produit chaque année 5 milliards, c'est un équivalent de la production qui est réalisée.

Quesnay dit qu'il faut qu'il y ait toujours les mêmes relations entre les différentes classes pour que l'économie se reproduise à l'identique.

Classe des propriétaires	Classe productive	Classe stérile
Reçoivent 2 milliards à la fin de t_0	La production se réalise grâce aux avances.	Elle achète 2 milliards de la production agricole à la classe productive (<u>relation 2</u>).
Ils achètent 1Md à la classe productive (<u>relation 1</u>)	Elle vend 1Md aux propriétaires fonciers des biens de consommations (<u>relation 1</u>)	Elle vend 1 Mds à la classe productive (<u>relation 3</u>)
Les propriétaires fonciers achètent de la consommation de luxe 1md à la classe stérile (<u>relation 3</u>)	Elle vend 2 Mds de la production agricole à la classe stérile (<u>relation 2</u>)	Elle vend 1 Mds à la classe des propriétaires (<u>relation 3</u>)
	Elle achète 1Md de la consommation de luxe à la classe stérile (<u>relation 3</u>).	

Pour que la production se réalise, on va avoir un certain nombre de relations.

La classe stérile a besoin de la production agricole pour se nourrir et pour servir de matière première (relation 2).

Quesnay nous dit qu'il faut que la classe productive vende 2 milliards (relation 2) à la classe stérile pour que l'économie se reproduise à l'identique.

La classe stérile : paye 2 et reçoit (1+1) → génère un revenu de 2 mais correspond à 2 donc surplus de 0. C'est pour ça qu'elle est stérile.

Le moindre changement dans les échanges provoquerait une rupture, une crise (exemple : insuffisance de la production).

Il faut que le politique garantisse cette répartition là, le bon fonctionnement de ces échanges.

On a une première émancipation de l'économie à la politique mais avec un problème central : c'est une conception de la richesse liée uniquement à la terre.

Remarque 1/ Sur la base de ce schéma, Quesnay et les physiocrates vont donner des recommandations politiques économiques. Il a une représentation circuitiste de l'économie et il en déduit ce que va faire l'État. L'État n'intervient pas dans l'économie mais il a un rôle en termes de protection des marchés, des individus... Sur la base de cette représentation, Quesnay va aboutir à une recommandation connue : en termes d'impôt, il faut l'impôt unique. L'État doit laisser faire le système mais il doit avoir un revenu qui est représenté par un impôt unique payé uniquement par les propriétaires fonciers en fonction de leurs revenus. C'est la thèse de l'impôt unique. Mais on ne peut pas imposer un impôt sans modifier les flux, cela s'intègre mal dans le schéma; cela va avoir des conséquences en termes d'équilibre de notre économie. C'est l'une des raisons pour lesquelles on a énormément d'interprétations du tableau économique.

À l'époque, on avait des taxes sur tout et n'importe quoi (exemple : sur les fenêtres). Les taxes sont levées sur les plus pauvres et un peu moins sur les plus riches, on en supprime pour avoir un seul impôt unique qui va être fonction du revenu du propriétaire foncier. "Impôt unique" → un seul impôt payé par une classe précise.

Remarque 2/ Ici, on a distingué les flux monétaires des flux réels, à l'issue de la période 2 milliards vont servir à restituer ces avances des propriétaires fonciers, la classe productive prend ses milliards puis les rembourse.

Quant aux flux réels, on a deux milliards en flux réels + 1 milliard de la production agricole, 2 milliards qui sont versés de biens agricoles versés à la classe stérile et 1 milliard de biens agricoles versés par la classe productive aux propriétaires. Autrement dit, on a 3 milliards de biens agricoles versés aux autres classes. Or, il y a 5 milliards de produits, on a un surplus en termes de biens équivalent à 2 milliards. Les 2 milliards qui ne sont pas transmis sous forme de biens vont servir à assurer la consommation de la classe productive. Elle utilise la différence entre les 5 milliards et 3 milliards en termes de biens de production afin de se nourrir.

On a une volonté de représenter la société sous une forme économique, en termes monétaires.

En même temps, c'est une école purement française. Smith a rencontré Quesnay et certains de ses membres.

B. Courant classique

Celui qui aura le plus d'influence sur le libéralisme, sur un retrait du politique par rapport à l'économie, c'est **Smith** et à sa suite, tous les classiques.

Smith va directement s'intéresser aux mercantilistes car quand il écrit, ce sont les idées mercantilistes qui dominent. Le thème des mercantilistes disparaît lorsque **Smith** écrit. La

pensée est dominée par les mercantilistes à son époque.

C'est pourquoi, il consacre pratiquement un livre entier sur la critique des mercantilistes (*Livre 4 de la Richesse des Nations*).

Il rompt avec eux et si on regarde cette rupture en détails, elle va s'exprimer à trois niveaux différents.

Premier niveau → Rupture qui concerne la conception de la richesse.

Chez les **mercantilistes**, la richesse est **monétaire**. **Smith** critique cette conception en disant que la richesse ce sont des biens, c'est une richesse **réelle**. Ce ne sont pas des métaux précieux.

Conséquence de cela, sur la société, cela nous dit des choses. Quand les mercantilistes développaient une conception de la richesse monétaire, seuls pouvaient être riches ceux qui avaient accès à la monnaie. Or, au 16^e-18^e siècle, il y a très peu de gens qui ont accès à la monnaie (*environ 80% de la population française ne voit pas une pièce de monnaie de l'année, ils n'échangent que par le troc*). La plupart des échanges à l'époque ne se font pas grâce à de la monnaie.

Pour les mercantilistes, la richesse ce n'est l'apanage que d'une classe sociale : les marchands ou les propriétaires.

Au contraire, pour **Smith**, la richesse est possédée par tous. Même le plus pauvre, a au moins sont habit sur lui, donc, il est riche.

On a une définition de la richesse qui va transformer le regard que l'on a sur la société.

Chez les mercantilistes, ceux qui n'avaient pas accès à la monnaie ne jouaient pas un rôle fondamental dans la société alors que chez Smith, tout le monde est conçu de la même manière.

La représentation sociale est différente via cette simple conception de la richesse.

Deuxième niveau → La relation entre richesse et pouvoir.

On peut imaginer combien chez ces auteurs, il y a une différence entre le pouvoir et la richesse. Le pouvoir est un pouvoir politique, souvent absolu de la part du roi. C'est une relation d'autorité du prince ou du roi.

La richesse, ce sont les marchands. C'est l'activité des marchands (*commerce international*), qui va permettre d'augmenter la richesse. On a une séparation chez les mercantilistes entre richesse et pouvoir.

Smith nous dit que "*richesse c'est pouvoir*" car le pouvoir est un pouvoir économique, c'est un pouvoir d'acheter, de commander le travail d'autrui (*cf théorie de la valeur*). C'est un pouvoir d'achat. Ce qui veut dire que finalement, pour **Smith**, la société est une société marchande, **toute la société est marchande**. Il a une représentation telle qu'elle : "*ce qui est essentiel, c'est les échanges marchands*". On a une représentation de la société purement économique en ne séparant plus richesse et pouvoir.

Troisième niveau de rupture → La question de la mesure.

Quand on nous dit que les mercantilistes sont une conception du pouvoir absolu, on veut dire qu'il n'est plus limité, on ne peut pas le mesurer.

À l'inverse, la richesse se mesure en termes de **métaux précieux**.

Chez **Smith**, pouvoir et richesse se mesurent, c'est le rôle des **prix**. On a une représentation économique des relations entre les agents. Les relations des agents passent par la question du prix.

Cette approche fait disparaître le propre du politique c'est-à-dire la relation de pouvoir. L'apanage du prince devient quelque chose de purement économique.

C'est par ce biais qu'il y a une autonomisation de l'économie par rapport à la politique.

Pour **Smith**, faire la théorie de la société, parler d'une société donnée c'est faire une théorie de la richesse de cette société. C'est adopter une représentation de relation de pouvoir économique entre les agents. Si on veut rendre compte d'une société donnée, on va développer une théorie de la richesse, qui est une théorie des relations de pouvoir d'acheter, de commander le travail d'autrui.

Remarque 1/ On considère de ce fait que, vu l'évolution, les ruptures introduites par Smith, son approche a ouvert la voie à une représentation purement économique de tous les phénomènes donc à l'impérialisme économique. Ce qui était auparavant politique, devient pour Smith, économique.

Remarque 2/ Smith ne distingue plus richesse et pouvoir, la manière. Cela ne signifie pas que Smith n'a aucune vision sur le système politique qui est nécessaire. Il ne laisse pas de côté les règles politiques qui doivent encadrer le marché, il n'est pas complètement indifférent en tant qu'économiste aux structures de pouvoir de la société. En effet, il nous dit, que pour qu'une économie fonctionne bien, un système de libertés naturelles. On retombe sur une définition de la liberté beaucoup plus proche de la nôtre. Cela signifie du libéralisme mais surtout que la société idéale, celle qui va permettre la richesse des nations, il n'y a pas de marchands au pouvoir. Il n'y a pas de lien organique entre les marchands et les structures de pouvoir. Les marchands ne doivent pas

détenir le pouvoir politique. Les marchands ne respectent pas les lois. On a ici une critique des mercantilistes vis-à-vis des colonies, ils disent qu'il faut un système exclusif.

Remarque 3/ Dans le système de libertés naturelles, Smith va développer une pensée libérale qui est extrêmement tempérée. Ça n'a rien à voir avec le libéralisme d'aujourd'hui. Aujourd'hui, on a atteint une défense du libéralisme très forte, qui aurait été désavouée par les auteurs classiques.

Néolibéralisme → à partir de quand le libéralisme se transforme et se traduit à un rejet complet de l'État.

Le libéralisme a évolué vers quelque chose de plus en plus fort. On a un glissement qui se fait.

Pour Smith, l'État a trois grandes fonctions :

- **La défense nationale** : il donne des raisons, l'État doit introduire une armée de métiers car l'art de la guerre s'est complexifié, il faut des gens spécialisés. De plus, les sociétés deviennent de plus en plus riches, cela conduit à une augmentation des conflits (les nations pauvres combattent les nations riches). Enfin, les individus ont de moins en moins les habitudes nécessaires à leur propre défense, cela est lié à la spécialisation des individus, ils deviennent de moins en moins polyvalents car ils se spécialisent.
- **La justice** : les magistrats, plus les sociétés se développent, plus les inégalités augmentent. Chaque classe devient de plus en plus séparée des autres. Cela signifie qu'à l'intérieur de la société, la richesse des plus riches génère de la jalousie. On doit avoir une classe spécialisée d'agents dans la protection des richesses des plus riches. L'opulence du riche suscite la jalousie du pauvre.
- **Travaux publics** : l'État doit ériger et entretenir certains travaux et institutions publiques. Cela correspond aux biens publics d'aujourd'hui. Ce sont tous les biens qui ont pour effet de faciliter le commerce, d'étendre la division du travail (exemples : routes, canaux...). Ce sont aussi des biens pour lesquels aucun individu privé n'a intérêt à les produire, soit parce qu'ils exigent des capitaux en grande quantité, soit parce que les profits sont trop lointains. Ce sont des biens qui ont pour objet d'augmenter la taille du marché. Pour Smith, le commerce international est valorisé en termes d'étendues de marché. Avoir accès au marché extérieur permet d'étendre la division du travail.

Le libéralisme de **Smith** est lié à la limite de la taille du marché. L'État intervient pour renforcer le libre échange. C'est bien un libéralisme.

Il y a un point qui est discuté, que faire avec l'éducation ? Elle peut être prise en charge par le privé, elle ne nécessite pas de capitaux extraordinaires. Faut-il qu'elle soit privée ? C'est quelque chose qui va être discuté. **Smith** raisonne en termes d'intérêt, l'éducation pourrait être privée mais on défend une éducation publique malgré ses inconvénients parce que cette éducation est d'autant plus nécessaire que les agents se spécialisent dans la division du travail. L'État doit financer l'éducation des individus les plus pauvres qui contribuent fortement à la division du travail. De plus, la division du travail rend les individus abêtis. Mais comme la participation de l'individu est grande dans la richesse de la société, cette dernière a une obligation de prendre en charge son éducation, elle doit faire en sorte qu'il devienne moins stupide. C'est une sorte d'obligation morale, une sorte de réparation que doit assurer la société vis-à-vis des individus qui contribuent beaucoup à la richesse.

On trouve aussi chez **Smith** d'autres éléments, il considère que dans certains cas, l'intervention de l'État se justifie. Par exemple, sur le taux d'intérêt. Il défend les lois sur l'usure avec un argument en termes économiques, en termes de croissance régulière. Il défend certains impôts collectifs, la restriction de certains monopoles... C'est quelque chose partagé par beaucoup de classiques, notamment par Mill, il a des exceptions (pas forcément les mêmes que Smith). On n'a pas de libéralisme comme idéologie.

Section 3 : Relation réinvestie au travers d'une réflexion autour de la neutralité de la science économique

À partir des années 1930, il est question de savoir le rôle de l'économiste et la scientificité de l'économiste.

Économie positive - Économie normative

On peut faire la transition suivante : on a vu d'abord l'économie au service de la politique, puis son émancipation et maintenant, nous allons voir un débat qui porte sur économie positive et économie normative. Ce débat consiste à se demander si **la politique devient au service de l'économie**.

On a vu avec **Smith** sur l'éducation, l'émergence d'une idée qui s'impose petit à petit, le politique doit intervenir dans l'économie pour faciliter le bien être des individus. On va introduire l'idée que l'État est responsable des conditions de vie des individus de la société. Chez les mercantilistes, le bien être des individus n'était pas évoqué.

Cette croyance d'une responsabilité de l'État dans l'économie va être mise en évidence avec le développement beaucoup plus tardif mais qui correspond à la période des marginalistes de **l'économie du bien être**. C'est un courant issu du marginalisme britannique (**Jevons**). Il a pris son nom d'un ouvrage d'**A. Pigou** en 1920 (*Économie du bien être*).

C'est tout un courant qui va porter sur la question de la responsabilité de l'État avec l'idée selon laquelle la politique doit se mettre au service des individus de l'économie pour maximiser leur bien être et le bien être général.

Pigou va faire une sorte d'emboîtement, il essaie de préciser ce qu'il entend par bien être avec un circuit suivant : on a le bien être général (*social, économique, moral...*), ce n'est pas le travail des économistes car c'est **trop large**, les économistes ne s'intéressent pas au bien être moral. En réalité, les économistes vont se concentrer sur le **bien être économique**, c'est-à-dire ce qui dépend de la richesse, c'est ce qui peut être mesuré en monnaie. On fait l'hypothèse suivante : le bien être économique varie dans le même sens que le bien être général.

Le bien être économique, selon **Pigou**, reste difficile à définir, les économistes raisonnent en termes de revenu national. On approxime le bien être économique par le PIB : quand le PIB augmente, le bien être économique augmente.

Ce qui est important c'est que **Pigou** va attribuer à l'État un rôle spécifique qu'on va trouver dans les débats autour de la question de l'art, de la science autrement dit, dans les débats entre économie positive (ce que l'on observe, c'est la science) et économie normative (c'est ce qui devrait être, c'est l'art, donc c'est l'intervention de l'État).

Première étape : le long 19^e siècle

Cette discussion autour de l'économie normative et positive va être développée pendant la **période classique**.

Elle aura lieu à la fin de la période avec deux économistes qui, de manière simultanée, vont traiter de cette question : **J.S. Mill et N. Senior**.

Mill va poser cette distinction science positive/normative à travers ce que l'on appelle **art** et **science** à l'époque. **L'art renvoie à l'économie normative et la science à l'économie positive.**

Il commence par définir les différences entre l'art et la science.

L'art renvoie à ce qui doit être "*faites ça, ne faites pas ça*". L'art c'est une partie de la réflexion qui s'intéresse à une fin : quelle est la fin à poursuivre ?

La **science** est la découverte de ce qui est, de **lois générales** en économie. L'une des grandes lois qui a été élaborée pendant la période classique c'est la loi des rendements décroissants dans l'agriculture. C'est quelque chose qui marque les classiques car c'est une loi qui s'impose du fait de la nécessité de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles.

Que fait-on de ces définitions ? En 1936, pour **Mill**, l'économiste doit faire de la **science**. Il doit décrire, isoler des lois qui sont des lois naturelles et en particulier des lois dans la production qui sont mises en avant par les classiques.

En revanche, l'économiste n'a **pas à intervenir dans l'art**. Cette justification est interne, elle relève de la logique interne du raisonnement des économistes. Pourquoi il ne doit pas se prononcer sur la fin à poursuivre ? car il se donne une représentation de l'individu économiste trop abstraite assez éloignée de la réalité. L'individu est un chercheur, un maximisateur de la richesse. On ne peut pas dire ce qui doit être car cela doit s'appuyer sur une vision de l'individu plus large que celle qu'ont les économistes.

Deuxièmement, l'économiste ne doit pas intervenir sur l'art car l'art ne peut pas relever uniquement d'un raisonnement économique. Dire ce qui doit être fait suppose qu'on combine **différentes sciences**, différents éléments, différentes connaissances...

L'économiste n'est pas armé pour définir ce qui doit être fait, pour définir l'art. Sa conclusion consiste à spécialiser l'économiste dans la science mais lui nier un vrai rôle dans l'art.

Mill ne va pas être totalement cohérent avec lui-même. Par exemple, dans ses principes d'économie politique (1848) il insiste sur la nécessité de modifier les **lois d'héritage**. À l'époque, on avait la possibilité de transmettre toute notre fortune à des parents proches ou éloignés mais ces lois, selon **Mill**, doivent être transformées car elles génèrent des **inégalités** au sein de la société. Il souhaite que chacun puisse léguer une somme maximale. Il traite d'un sujet économique mais sa raison n'est pas uniquement basée sur l'efficacité, il a en tête un argument qui dépasse l'économie, c'est un argument en termes d'inégalités.

Senior (1790-1864) va en même temps, de manière contemporaine, à la même année que **Mill**, il traite la distinction entre science et art mais de manière différente que ce que fait **Mill**.

Il a une vision peut-être plus riche que **Mill**. Il l'introduit dans un ouvrage sur la science de l'économie politique. Il introduit une distinction entre trois termes :

- science

⇒ définie de la même façon que **Mill**.

- art de la richesse

⇒ Elle a pour enjeu l'augmentation de la richesse, on détermine ce qui doit être fait en vue d'augmenter la richesse. Cela signifie s'intéresser aux principes d'économie, mais aussi aux habitudes, aux coutumes...

- art du gouvernement.

⇒ C'est l'augmentation de la richesse afin d'augmenter le bonheur. La fin ultime est le bonheur, on retrouve une influence **utilitariste**. La richesse étant un moyen d'augmenter le bonheur.

Avec ces distinctions, cela le conduit à considérer que l'économiste doit faire de la science mais aussi intervenir dans l'art de la richesse. En revanche, l'économiste ne peut pas définir ce qui doit être fait du point de vue du bonheur. Il **n'intervient pas dans l'art du gouvernement**, cela relève de la politique.

Senior donne un *exemple* pour illustrer sa position : sur **l'héritage**, l'économiste va essayer de déterminer les lois d'héritage les plus efficaces, celles qui encouragent l'accumulation de la richesse. En revanche, les lois d'héritage vont avoir des conséquences distinctes sur le bonheur et là l'économie ne peut rien en dire.

Par exemple, si la loi d'héritage qui s'impose est une loi qui ne restreint pas la liberté de transmettre, qui ouvre toutes les possibilités à l'individu sur son héritage (*liberté maximale de tester*), dans ce cas-là, il y a des chances pour que les institutions religieuses du pays en question risquent d'être plus riches que dans d'autres pays car cela veut dire que quelqu'un peut décider de léguer toute sa fortune à une église quelconque. On aurait sans doute une augmentation de la richesse des institutions religieuses.

La question qui va se poser est de savoir si cette augmentation de la richesse des institutions religieuses se traduit effectivement ou non par une hausse du bonheur et ça l'économiste n'est pas armé pour répondre à cette question.

Pour situer les enjeux de la discussion, on va préciser quelques éléments sur **Mill** et **Senior**.

Quand **Mill** se positionne sur l'art et la science, le débat qui l'intéresse est le débat sur le **libéralisme**. On passe d'une approche épistémologique à un débat sur l'intervention de l'État. L'argument de **Mill** est que l'économiste ne peut pas, autrement dit par idéologie, se prononcer faveur ou non du libéralisme, il ne peut pas, avec cette distinction, se prononcer en faveur du libéralisme.

Il donne **l'exemple** des lois sur le blé (*fixent un niveau du prix du blé à partir duquel il est possible à l'Angleterre d'importer du blé*). Ces lois ont peut être permis d'augmenter la richesse ou inversement, on ne peut pas le savoir, cela ne relève pas du rôle de l'économiste de se prononcer.

Quant à **Senior**, sa position conduit à **rejeter** ce qui apparaît par la suite comme **l'impérialisme économique**. L'économiste peut se positionner par rapport à des questions sur la richesse mais des questions autres telles que le **bonheur**, il ne peut plus intervenir. Il se positionne contre l'impérialisme économique qui sera revendiqué au 20^e siècle.

JN. Keynes (*père de Keynes*) en 1890 va écrire un essai sur l'étendu et la méthode de la science économique. Il essaie de définir ce qu'est l'économie. Il va reprendre une réflexion proche de celle de **Senior** mais en donnant à cette réflexion, les termes qui, par la suite, s'imposeront.

Selon lui, il y a d'abord la **science positive**, c'est la science qui décrit la réalité, explique ce qui est, qui arrive à des lois économiques. Il y a ensuite **l'art de l'économie politique** c'est l'économie appliquée, ce sont des règles définies pour atteindre un but que l'on s'est fixé. Il y a **l'économie normative** ou l'éthique qui raisonne par rapport à un idéal, il détermine, réfléchit aux fins.

JN Keynes va donner un **exemple** sur la fiscalité : Un économiste qui intervient en science positive (*économie théorique*) va étudier les conséquences d'un impôt sur les prix relatifs,

sur la croissance... Il détermine de manière la plus objective possible les conséquences d'une taxation. Il établit des lois.

Ensuite, en accord avec le politique, il va définir un idéal à atteindre. En d'autres termes, par exemple, on a un idéal du type justice sociale. L'économiste va dans ce cas-là essayer d'argumenter en faveur de tel ou tel type d'imposition (exemple : progressivité de l'imposition).

Enfin, l'économiste va définir les règles précises à mettre en œuvre pour atteindre l'idéal défini (quel taux de progression, impôt sur la grande fortune...).

L'avantage de JN Keynes est qu'il constitue une sorte de passeur entre Senior, où on a donné un rôle assez important à l'économiste, on a défini un large domaine de l'économie et la deuxième étape qu'est ce qui va s'imposer au 20^e siècle avec Robbins.

Deuxième étape : Robbins.

En 1932, il écrit un ouvrage "*Essai sur la nature et la signification de la science économique*". C'est là où **Robbins** définit l'économie comme une **relation entre les moyens et les fins**.

C'est la définition que l'on reconnaît aujourd'hui.

Dans cet ouvrage, il définit la science économique en adoptant une analyse critique c'est-à-dire qu'il va prendre les définitions antérieures pour les critiquer.

Dans la première partie de sa démarche, c'est une démarche critique, il considère que la définition qui s'est imposée est purement matérialiste en ce sens où elle considère que l'économie est la science qui étudie les causes du bien-être matériel. Pour **Robbins**, on a une tradition ancienne qui remonte aux classiques; passant par **Pigou, Marshall...**

Or, nous dit **Robbins**, cette définition pose un problème car elle ne permet pas de rendre compte de tous les phénomènes économiques. Elle limite le rôle de l'économie au-delà de ce qui est acceptable.

Il prend l'exemple du salaire pour illustrer cette critique : prenons un économiste qui souhaite faire une théorie du salaire, il y a des éléments du salaire qui ne relèvent pas du bien-être matériel. D'une part, le salaire doit être perçu comme une **rémunération**. Le salaire rémunère régulièrement un travail qui n'est pas matériel (exemple : *rémunération d'un service*). Tous les salaires payés pour les travaux qui relèvent de service en sont exclus, on ne peut pas expliquer la formation du prix de certains services. De plus, le salaire sert aussi à acheter, c'est un revenu. Là encore, les achats ne sont pas forcément des choses matérielles.

D'où la proposition de **Robbins** de définir l'économie comme une relation entre les fins et les moyens qui sont limités.

Première conséquence → cette définition permet de conduire à augmenter le champ de l'économie, l'étendue de l'économie. Il prend l'exemple de la philosophie et de la production des pommes de terres, ce sont deux activités économiques en ce sens où l'une comme l'autre implique l'abandon des autres alternatives. Si je fais de la philosophie, une partie de mon temps n'est plus disponible. Mes moyens sont limités par cette activité. En même temps, **Robbins** insiste sur le fait que dès l'instant où on a ces deux activités, on peut aller plus loin en disant que l'économiste n'a pas à se prononcer sur les fins. Que l'agent choisisse de faire de la philosophie ne relève pas du domaine d'investigation de l'économiste. Il ne doit pas dire que telle activité est plus efficace que telle autre. Ce sont deux fins que se donnent le consommateur et il n'a pas à intervenir sur les fins. Sinon, on sort de la science positive pour aller vers des jugements de valeur.

Deuxième conséquence → **Robbins** nous dit que dès l'instant où on définit la science économique comme une relation entre la fin et les moyens, il faut faire l'hypothèse de rationalité individuelle c'est-à-dire l'hypothèse que l'individu cherche les meilleurs moyens pour atteindre la fin qu'il s'est donnée. Si c'est quelque chose au hasard, alors cela ne peut pas donner lieu à une étude. On doit accepter la rationalité comme une hypothèse de comportement. L'hypothèse de rationalité est une condition logique à l'étude scientifique.

Avec cette définition, on tombe aussi sur des conséquences très différentes de celles qu'on a mis en évidence chez **Mill** ou **Senior**.

Désormais, toutes les activités dès l'instant où elles impliquent un choix avec des moyens limités, deviennent des activités économiques (*choix de faire des enfants, de commettre un crime...*).

On rentre dans une définition relevant de l'impérialisme économique. Notre définition dominante de l'économie aujourd'hui qui est issue de Robbins justifie l'impérialisme économique. L'économie peut tout traiter dès l'instant où c'est une relation entre les fins et les moyens.

Remarque/ Chez **Robbins**, l'individu agit dans une relation entre les moyens et les fins, il cherche les bons moyens pour atteindre sa fin, il n'a pas lieu d'étudier cette relation si l'individu est un fou. Chez les classiques, la justification est différente car **Mill** ou **Senior** nous disent qu'il y a un axiome de base : l'individu recherche sa richesse. On pose cet axiome car il faut limiter le champ de l'économie. On pose l'hypothèse de rationalité à priori.

Robbins va adopter et faire adopter une position très positiviste. Le calcul individuel entre des moyens et des fins définit ce qui relève du champ économique et tout ce qui est en dehors de ce champ, un jugement sur les fins par exemple, relève d'un autre domaine que

l'économie. La science économique s'intéresse au calcul fins-moyens et dès l'instant où on introduit des jugements de valeur pour donner son avis sur des choix qui relèvent du domaine individuel, on sort de la science et on entre dans l'idéologie.

On a une séparation stricte entre la science positive et la science normative qui relève des jugements de valeur.

L'économiste, en tant qu'être scientifique, n'a pas à donner son avis sur les fins.

Ici, le lien entre **économie et politique est complètement rompu**. L'économie est complètement autonome, fermée sur elle-même. Pour être une science, elle doit s'intéresser qu'à la cohérence des comportements (*moyens-fins*).

On a aujourd'hui une évolution par rapport à cette position stricte qui sépare l'économie et la politique avec la nouvelle économie politique.

On a introduit de nouveau, l'économie dans sa relation avec la politique mais ce n'est plus l'autonomie complète comme avec **Robbins**, on considère que les résultats économiques sont finalement déterminés en partie par des forces qui sont des **forces politiques**.

On a une manière libérale de développer le lien qui consiste à considérer un acteur de l'économie qui est **l'État** comme un acteur politique. Cet acteur a un rôle dans l'économie, il intervient dans l'économie. En même temps, il est **composé d'individus** qui ont des objectifs qui leur sont propres.

On va avoir une analyse politique de l'acteur avec des analyses qui vont se développer en particulier à partir des années 1980 aux USA. Ces analyses sont des analyses du **"public choice"**. Elles mettent l'accent sur le fait que l'État n'est pas composé d'individus au service de l'intérêt général mais que l'État est composé d'individus qui cherchent leur propres intérêts.

L'un des objectifs qui est souvent mis en avant dans ce cadre est le pouvoir. Les agents de l'État cherchent à élargir l'étendue de leur pouvoir, soit le budget.

C'est une **analyse libérale** qui va contribuer à renouveler le débat entre marché et État. Désormais, dans certaines situations où traditionnellement on se dit que le marché ne marche pas en raison des externalités, des monopoles spontanés. Désormais avec cette vision de l'État comme politique, on va mettre en avant le fait que certes le marché a du mal à fonctionner mais l'État c'est pire, on doit essayer d'introduire un marché. C'est quelque chose qui peut expliquer le développement des marchés de droit à polluer plutôt que la taxation. Cela va avoir des conséquences sur l'analyse et les instruments que l'on utilise pour développer tel ou tel objectif.

On a un champ qui met l'accent sur les rapports de pouvoir au sein de la société. Ce n'est pas au sein de l'État mais au sein des sociétés. ce rapport passe par des syndicats, par des groupes de pressions, des associations...

Tous ces rapports vont déterminer une partie des résultats économiques. Par **exemple**, selon la nouvelle économie politique, on ne peut pas analyser le marché du travail si on ne tient pas compte du fait qu'il y a des relations de pouvoir via les syndicats entre les titulaires, propriétaires de capital et les salariés. Le marché n'est pas lisse mais traversé par des rapports de pouvoir (*exemple : insider/outsider*).